

GOUVERNEMENT DU CAMEROUN

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

Organismes Gouvernementaux Partenaires:

MIINEPAT; MINAGRI; MINEF; MINEPIA; MINCOF; MINSANTE; MINAS, MINFIB.

Organismes associés: PM

Titre du Sous-Programme: Réduction de la Pauvreté à la base

Description Succincte: Le Sous-Programme Réduction de la pauvreté à la base a pour objectifs:

L'appui à la réduction de la pauvreté et la protection de l'environnement au sein des communautés à la base à travers le développement de micro projets communautaires productifs liés à l'usage durable des ressources naturelles et ceci dans le cadre de la répliation à l'échelle nationale des expériences pilotes développées au cours du cycle de coopération passé (volet 1) ;

Le renforcement des capacités techniques et organisationnelles de la femme, la promotion socio-économique et l'intégration du concept de genre dans les politiques et stratégies de développement à travers un appui institutionnel aux structures habilitées, aussi bien au niveau stratégique qu'à la base (volet 2)

L'appui à la réduction de la prévalence du VIH/SIDA au sein des communautés locales à travers la sensibilisation, la prévention et la prise en charge des Personnes Vivant avec le VIH/SIDA (PVVS) et les orphelins du VIH/SIDA, et le renforcement des capacités techniques et institutionnelles des organisations et institutions impliquées dans la lutte contre le VIH/SIDA (volet 3).

Ce sous-programme apporte une réponse aux efforts de réduction de la pauvreté tel qu'inscrite dans les politiques et stratégies du gouvernement, à travers une approche multisectorielle, mobilisant la participation de plusieurs partenaires au développement et bailleurs de fonds.

Pays : Cameroun

Effet(s) de l'UNDAF et indicateur(s):

1. Croissance économique forte, durable et équitable promue
2. Un capital humain de qualité développé d'ici fin 2007

Effet(s) escompté(s)/Indicateur(s) :

1. Amélioration des conditions de vie des populations à la base et de leur capacité à développer et gérer des ressources durables
2. Réduction des discriminations à l'égard des femmes, amélioration de leur statut socio-économique, promotion de la notion de genre au sein des communautés à la base et des institutions publiques
3. Réduction de la prévalence du VIH/SIDA et de son impact socio-économique sur les populations

Produit(s) escompté(s)/Indicateur(s):

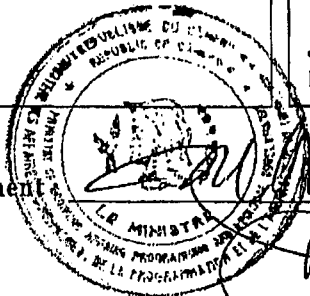
1. Les modèles reproductibles d'initiatives locales de réduction de la pauvreté contribuent à la formulation des politiques du gouvernement en matière de développement
2. Les capacités de leadership des femmes développées, plus spécifiquement les parlementaires, les groupes engagés dans le plaidoyer féminin et les réseaux de femmes
3. Capacités multipartenaires développées au niveau individuel, institutionnel et social afin de développer des réponses pouvant rompre la dynamique de croissance de l'épidémie du VIH/SIDA
4. Réponses locales développées et intégrées dans les programmes nationaux et qui adressent toutes les dimensions de l'épidémie, y compris les soins, la prise en charge et les traitements.

Agence de mise en œuvre : UNOPS

Autres partenaires : MINEPAT, MINAGRI, MINCOF, MINSANTE, MINEPIA, MINEF, MINAS, CNLS, MINFIB; Agences de coopération.

Période du programme : 2003-2007	Budget 33 275 320 Dollars US
Composantes du programme : Pauvreté; Environnement; Genre; VIH/SIDA	Frais de services généraux de gestion _____
Titre du projet : Réduction de la Pauvreté à la base	Budget total _____
Numéro du projet : ID 00035256	Ressources allouées : _____
Durée du projet : 39 mois	• Gouvernement _____
Modalité de gestion : UNOPS	• Ressources ordinaires _____
	• Autres : _____
	○ Donateur _____
	○ Donateur _____
	○ Donateur _____
	• Apports en nature _____
	Budget non financé _____

Approuvé par Gouvernement



[Signature] 07 OCT 2004
M. Im OUCUDA
[Signature] 16.12.04

Approuvé par UNOPS :

Approuvé par PNUD :

[Signature] 05 JAN 2005

Pays : Cameroun

Effet(s) de l'UNDAF et indicateur(s):

1. Croissance économique forte, durable et équitable promue
2. Un capital humain de qualité développé d'ici fin 2007

Effet(s) escompté(s)/Indicateur(s) :

1. Amélioration des conditions de vie des populations à la base et de leur capacité à développer et gérer des ressources durables
2. Réduction des discriminations à l'égard des femmes, amélioration de leur statut socio-économique, promotion de la notion de genre au sein des communautés à la base et des institutions publiques
3. Réduction de la prévalence du VIH/SIDA et de son impact socio-économique sur les populations

Produit(s) escompté(s)/Indicateur(s):

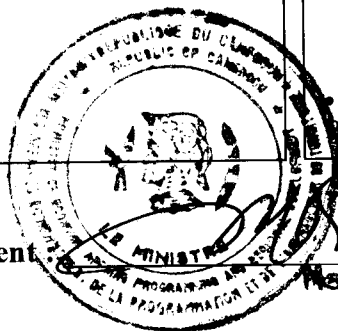
1. Les modèles répliquables d'initiatives locales de réduction de la pauvreté contribuent à la formulation des politiques du gouvernement en matière de développement
2. Les capacités de leadership des femmes développées, plus spécifiquement les parlementaires, les groupes engagés dans le plaidoyer féminin et les réseaux de femmes
3. Capacités multipartenaires développées au niveau individuel, institutionnel et social afin de développer des réponses pouvant rompre la dynamique de croissance de l'épidémie du VIH/SIDA
4. Réponses locales développées et intégrées dans les programmes nationaux et qui adressent toutes les dimensions de l'épidémie, y compris les soins, la prise en charge et les traitements.

Agence de mise en œuvre : UNOPS

Autres partenaires : MINEPAT, MINAGRI, MINCOF, MINSANTE, MINEPIA, MINEF, MINAS, CNLS, MINFIB; Agences de coopération.

Période du programme : 2003-2007	Budget 33 275 320 Dollars US
Composantes du programme : Pauvreté; Environnement; Genre; VIH/SIDA	Frais de services généraux de gestion _____
Titre du projet : Réduction de la Pauvreté à la base	Budget total _____
Numéro du projet : ID 00035256	Ressources allouées : _____
Durée du projet : 39 mois	• Gouvernement _____
Modalité de gestion : UNOPS	• Ressources ordinaires _____
	• Autres :
	○ Donateur _____
	○ Donateur _____
	○ Donateur _____
	Apports en nature _____
	Budget non financé _____

Approuvé par Gouvernement



Martin OROUDA
07 OCT 2004

Approuvé par UNOPS : _____

Approuvé par PNUD : _____

Section I. Elaboration de la description narrative

Partie I: Analyse de la situation:

Au début de la décennie 80, le Cameroun était classé parmi les pays africains à revenu intermédiaire. La récession économique, à laquelle il a été confronté au cours de la période 1986-1996, avec des mesures de restrictions financières draconiennes dont les conséquences socio-économiques en termes de baisse des revenus, de suppressions d'emplois, etc. se sont révélées relativement importantes. Ce qui a entraîné une extension de la pauvreté, plaçant ainsi le pays au 134ème rang parmi les 174 pays selon le classement de l'indice de développement humain des Nations Unies en 2002 et 141^{ème} rang parmi les 177 pays en 2003.

Cette pauvreté selon les résultats de l'Enquête sur la Consommation des Ménages (ECAM II) publiée en 2002, affecte près de 40,2% de la population. Elle est plus ou moins présente dans toutes les régions du pays et se concentre pour 31,5% dans la province la moins touchée (Province du Sud) et 56,3% pour la province la plus touchée (Province de l'Extrême Nord).

Selon cette enquête, l'incidence de la pauvreté est plus exprimée en milieu rural où vivent près de 80% des pauvres, représentant 55% de la population totale.

Les groupes humains touchés par cette pauvreté sont constitués de populations marginalisées parmi lesquelles les femmes occupent une place importante (52%), de même que les populations dont la situation sanitaire est compromise par le VIH/SIDA.

La situation économique des femmes, en raison des discriminations dont elle font l'objet, est défavorable et alarmante. En effet, si l'accès aux moyens de production, à savoir, le foncier, les intrants, les financements, etc., est plus difficile pour les pauvres en général, les femmes, sont en particulier les plus touchées.

Cette pauvreté est aggravée par la pandémie du VIH/SIDA qui connaît une progression sans cesse croissante, avec un taux de prévalence qui est passé de 0,5% en 1987 à près de 12% en 2004, devenant de ce fait un problème de développement.

Par ailleurs, si la pandémie du VIH/SIDA constitue une cause d'appauvrissement des familles au cours des dernières années, la pauvreté s'est révélée également être un facteur facilitant la progression de ce fléau.

La politique de mondialisation de l'économie qui impose la libéralisation des marchés, a aggravé la paupérisation de nombreux pays en voie de développement qui n'ont pas pu se mettre au niveau des exigences de cette nouvelle logique économique.

Au titre des efforts de l'Organisation des Nations Unies auxquels souscrit le pays en tant que membre, il faut citer la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement de 1992 à Rio de Janeiro au Brésil au cours de laquelle, 158 Chefs d'Etats ont signé la "Déclaration de Rio" en 27 points instituant la mise en place du concept du développement durable; le Sommet du Millénaire de l'an 2000 à New York aux Etats-Unis, au cours duquel 147 Chefs d'Etat et de Gouvernement ont adopté la Déclaration du Millénaire dont 8 principaux objectifs dits "Objectifs du Millénaire pour le Développement" OMD ont été retenus. Ces huit objectifs sont assortis de dix-huit cibles chiffrées à atteindre dans un délai de 25 ans (1990-2015), notamment la réduction de la pauvreté d'ici l'horizon 2015. Le deuxième rapport de progrès de mise en oeuvre des OMD au Cameroun dresse le bilan des efforts déjà accomplis par le gouvernement camerounais par rapport à chacun de ces huit objectifs. De ce bilan, on note des progrès sensibles dans les domaines 1, 3 et 7, mais beaucoup reste à faire pour la concrétisation de tous ces objectifs à l'horizon 2015.

C'est ce contexte qui justifie les efforts déployés par le Cameroun depuis 1997 pour relever les défis liés à la lutte contre la pauvreté. Cette pauvreté qui a reculé mais dont la moyenne nationale masque les disparités régionales. A l'échelle nationale, au rang de ces efforts, il faut mentionner que le Cameroun a mis en oeuvre entre 1997 et 2000 un programme économique appuyé par le

FMI au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel Renforcé (FASR) devenu par la suite, Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et de la Croissance (FRPC).

Il faut ajouter qu'en l'an 2000, ce pays a été parmi les pays bénéficiaires de l'initiative PPTE, en vue de bénéficier de l'allègement de sa dette pour la relance de son économie.

Le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) élaboré de manière participative avec l'ensemble des composantes de la communauté nationale en collaboration avec les partenaires au développement et approuvé par la coopération internationale en 2003, est le cadre de référence des interventions visant la lutte contre la pauvreté.

Au plan sous-régional, le Cameroun et les autres pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) se sont engagés à mener une réelle politique d'intégration régionale pour améliorer l'efficacité et la cohérence des actions en matière de lutte contre la pauvreté. Avec cette intégration sous-régionale, le Cameroun compte tirer profit de ce marché de près de 30 millions de consommateurs que représente la CEMAC. Par exemple, la mise en exploitation de l'oléoduc Tchad-Cameroun permet aux deux pays de renforcer leur coopération économique et de bénéficier de retombées financières non négligeables du projet mis en place.

Enfin au niveau régional, l'adoption du NEPAD comme plate forme commune des pays africains pour la relance de leurs économies, d'une part, et d'autre part la restructuration et la réorientation du cadre d'action de l'Union Africaine, constituent autant de dynamiques susceptibles de créer un contexte favorable aux initiatives de réduction de la pauvreté à tous les niveaux.

Expériences passées et en cours

En terme d'actions accompagnant le gouvernement dans la mise en œuvre des stratégies et politiques destinées à la lutte contre la pauvreté, ses principaux partenaires lui apportent un appui pour le développement de divers programmes, parmi lesquels: le Programme National de Développement Participatif (PNDP), le Projet d'Appui au Développement Communautaire (PADC), le Projet d'Appui au Programme National de Micro-Finance (PPMF) par le FIDA, les multiples programmes orientées vers la réduction de la pauvreté par la Banque Africaine de Développement (BAD), le Programme National de Lutte contre le SIDA (PNLS) par l'OMS et la Banque Mondiale, ...) et le projet d'appui à la lutte contre le VIH/SIDA de la coopération française, les ONG internationales (SNV, WWF, CARE, ...) de même que les programmes et projets d'appui aux initiatives locales de développement mis en œuvre par les agences de coopérations bilatérales (Allemagne, Canada, Etats-Unis d'Amérique, France, Japon,...). Parmi ceux-ci on peut citer entre autres le Fonds GED, FCIL et FAPB de la coopération canadienne, le programme SELF HELP de l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique, le Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local (PADDL) de la GTZ, le Fonds Social de Développement de la Coopération Française (FSD) et au niveau national l'initiative PPTE. S'agissant du PNUD, au cours du cycle de coopération passée avec le Cameroun, il faut indiquer la réalisation de nombreuses initiatives à la base, notamment à travers les programmes et projets tels que: GEF Small Grants, Partenaire pour le Développement (PDP), Plan National de Gestion de l'Environnement (PNGE), Réseau Afrique 2000, Support to Micro-Schemes, Programme Global pour l'Avancement des Femmes et l'Egalité de Genre, etc..., durant la période 1997 à 2002.

D'autres initiatives ont également bénéficié de l'appui d'autres agences du Système des Nations Unies telles que la FAO, l'UNICEF, l'UNFPA, l'UNESCO, ONU-HABITAT, etc.

Ces initiatives à la base ont produit des impacts positifs relevés tant sur le plan socio-économique que sur le plan de la protection de l'environnement par l'évaluation qui en a été faite en début d'année 2004.

Aussi pour la période 2003-2007, le PNUD se propose, en partenariat avec les bailleurs de fonds et acteurs de développement, de capitaliser toutes ces expériences à travers la réplication des bonnes pratiques à la base développées au cours du cycle de coopération passé et citées plus haut, dans la limite de son mandat et en ligne avec les attentes du DRSP. Elle se propose d'être complémentaire ou d'œuvrer en synergie avec d'autres programmes d'appui aux initiatives locales de développement notamment le PNDP, le PADDC, etc... en intégrant les différentes dynamiques sectorielles (Rural, Santé, Social, Promotion de la Femme).

Ainsi, le Gouvernement et le PNUD, avec l'appui des autres partenaires au développement se proposent de mettre en œuvre un sous-programme de réduction de la pauvreté à la base bâti autour de trois composantes qui sont:

- ✓ Composante 1 : Appui aux communautés locales dans la lutte contre la pauvreté à travers les micro-projets communautaires productifs
- ✓ Composante 2 : Promotion du genre
- ✓ Composante 3 : Appui à la lutte contre le VIH/SIDA.

Articulation avec les projets et programmes actuels de réduction de la pauvreté:

La singularité du sous-programme Réduction de la Pauvreté à la base relève de:

- La nature intégrée de son intervention (Micro initiatives génératrices de revenus, Genre, VIH/SIDA, Gestion durable des ressources naturelles), tous d'intérêt et d'actualité pour les communautés rurales et la problématique de lutte contre la pauvreté ;
- Sa couverture nationale: ses actions seront orientées vers les communautés rurales, ce qui exclut d'emblée la duplication des initiatives menées en zones urbaines (PACDDU, PADDL, Gouvernance urbaine, etc...).
- Par ailleurs, ce sous-programme se veut une réplication des meilleures pratiques développées au cours des cycles de coopération passés, et qui ont permis de développer avec succès des modèles d'appui aux communautés rurales pour la lutte contre la pauvreté, notamment les projets de mise en place de la provenderie communautaire de Fotouni, d'agriculture intégrée à l'élevage et la pisciculture à Bamendjou, la gestion intégrée des pâturages communautaires de Oku, la mise en place d'une unité de transformation du manioc à Ngoumou, les projets de l'extrême Nord liés à la maîtrise de l'eau et l'utilisation des sources alternatives d'énergie, et l'appui aux activités génératrices de revenus des femmes à travers l'octroi de micro crédits dans le cadre du programme global de l'avancement de la femme et l'égalité de genre.
- Enfin, le programme vise à apporter un appui supplémentaire aux efforts des groupes et communautés locales disposant déjà d'une certaine expérience dans la mise en œuvre des projets de développement. Ce qui permet de réduire au minimum les phases de diagnostic et d'animation qu'on retrouve dans la plupart des initiatives en cours.

Cependant, le sous-programme nouera des partenariats lorsque cela est possible, avec les initiatives de réduction de la pauvreté en cours, dans le sens de la complémentarité (PNDP, PADDC), de la synergie (PADDC, FACILS), ou du renforcement et de la capitalisation des acquis (PNVRA, CNLS), etc...

- Le PNDP qui bénéficie d'un appui financier multi-bailleurs s'inscrit dans la dynamique de la décentralisation et vise entre autres le financement des besoins en équipements et infrastructures à caractère social des collectivités territoriales décentralisées et des communes rurales, l'appui au processus de décentralisation, et le renforcement des capacités des acteurs. Les trois composantes du sous-programme réduction de la pauvreté pourraient compléter ce schéma en agissant en partenariat avec le PNDP dans ses zones d'intervention à travers un appui aux plans de développement locaux et aux plans de développement communaux développés par les populations.

- Le PADC: Ce projet qui bénéficie d'un financement du FIDA et du Gouvernement du Cameroun s'articule autour de quatre composantes qui sont le développement des capacités (planification participative, lutte contre le VIH/SIDA, concertation intra et inter communautaire), l'appui aux activités génératrices de revenus, l'appui à la mise en place des micro infrastructures sociales et économiques et la coordination du projet. Cependant, son action s'étend uniquement sur deux provinces pilotes qui sont le Centre et l'Extrême Nord. Le partenariat entre le Sous-programme et le PADC pourrait se réaliser à travers une complémentarité ou une synergie d'actions dans les zones d'intervention de ce dernier, en s'appuyant sur les plans locaux de développement développés par ce projet (cofinancement des projets, renforcement des capacités, ...).
- FACILS: Cette proposition de projet est une initiative de la Coopération française en partenariat avec les coopérations allemande et néerlandaise. Bien qu'il y ait des similitudes avec le sous-programme réduction de la pauvreté à la base de par ses objectifs et sa composante « accès aux activités économiques », des opportunités de partenariat peuvent être développées au niveau des activités liées au renforcement des capacités, à la mise en oeuvre des programmes locaux, et à la réplique des modèles de développement issus des expériences du PNUD.
- PNVRA: Ce programme du Ministère de l'Agriculture a obtenu beaucoup de résultats sur le terrain qu'il convient de renforcer et de capitaliser, notamment dans le domaine de la structuration et de l'organisation des producteurs et des associations professionnelles des producteurs, de l'appui au développement des filières, de l'accompagnement de micro projets des organisations de producteurs, de la gestion conservatoire et la préservation de l'environnement dans le Nord et l'Extrême Nord, de l'appui aux organisations de producteurs en infrastructures/Equipements, la recherche, de la vulgarisation des techniques agricoles, de la formation des agents d'encadrement à la base et des programmes de lutte contre le VIH/SIDA, etc... De même, il dispose de nombreuses ressources et structures de relais sur toute l'étendue du territoire national (ressources humaines, matérielles, infrastructurelles) qu'il convient de capitaliser. Le sous-programme réduction de la pauvreté à la base travaillera étroitement avec le PNVRA dans le sens du renforcement et de la capitalisation de tous ces acquis particulièrement dans les zones nécessiteuses, en s'appuyant sur les structures et infrastructures en place et en conformité avec les objectifs du sous-programme.
- CNLS: Ce comité bénéficie de l'appui financier du Gouvernement et de plusieurs bailleurs de fonds. Il est chargé de la mise en oeuvre de la politique du gouvernement pour la lutte contre le VIH/SIDA. Il opère à la base à travers des comités locaux. Le Sous-programme Réduction de la pauvreté à la base, nouera avec lui un partenariat qui s'appuiera principalement sur son expertise et ses réseaux de comités locaux et de partenaires de la société civile

Partie II. Stratégie

Choix stratégiques

Les choix stratégiques du sous-programme intégreront : la stratégie nationale et la stratégie de coopération du PNUD.

La stratégie nationale

La stratégie nationale de développement du Cameroun définie dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), repose sur sept axes principaux dont l'axe relatif au renforcement des ressources humaines du secteur social et l'insertion des groupes défavorisés dans le circuit économique constitue celui auquel se réfère plus particulièrement le sous-programme qui prend également en compte les orientations sectorielles concernées : celles

relatives à la stratégie de développement du secteur rural, à la stratégie sectorielle de promotion de la femme, ainsi qu'au plan stratégique national de lutte contre le VIH/SIDA.

Le sous-programme, pour ce qui est de la Stratégie de Développement du Secteur Rural, se réfère particulièrement à l'axe relatif à la gestion durable des ressources naturelles et s'inspire des approches préconisées pour leur mise en œuvre, à savoir : la promotion des activités génératrices de revenus durables auprès des groupes cibles les plus vulnérables; la participation des intéressées et la prise en compte de l'approche genre.

Il prend également en compte les axes de la Stratégie de Promotion de la Femme relatifs au renforcement du pouvoir et du rôle économique de la femme et à la promotion de l'équité et de l'égalité de genre dans tous les secteurs de la vie nationale.

Il s'intègre aussi parfaitement dans le Plan Stratégique National de Lutte contre le VIH/SIDA en répondant aux objectifs visés par ce plan, à savoir : l'adoption des comportements sexuels à moindre risque des populations dans un contexte marqué par l'épidémie du VIH/SIDA, la solidarité de la société camerounaise vis-à-vis des personnes vivant avec le VIH/SIDA et les membres de leurs familles, l'intégration de tous les acteurs à la lutte contre le VIH/SIDA.

Le lien évident existant entre la pandémie du VIH/SIDA et la pauvreté, exige que toute action visant à la réduction de celle-ci, prenne en compte la présence de ce fléau ainsi que son impact négatif sur les populations bénéficiaires de cette action.

La stratégie de coopération du PNUD

Le stratégie de coopération du PNUD s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et autres grandes résolutions des rencontres internationales, ainsi que sur les options de la politique de développement du gouvernement camerounais présentée dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP). Elle est définie dans le document du Cadre de Coopération de Pays avec le Cameroun pour la période 2003-2007.

Les objectifs et les axes de Coopération de Pays 2003-2007 qui dérivent de la revue du Cadre de Coopération de Pays 1998-2002, indiquent que les défis à relever par le PNUD pour lutter contre la pauvreté au cours du cycle de la programmation 2003-2007 doivent davantage garantir les orientations en amont par rapport aux priorités actuelles et émergentes en matière de développement au Cameroun, en tenant compte des autres bailleurs de fonds, en intégrant les Objectifs du Millénaire pour le Développement et en se focalisant sur les domaines suivants :

- Gestion de l'environnement et des ressources naturelles
- Gouvernance (démocratique et économique)
- Réduction de la pauvreté.

Les NTIC et le Genre étant des composantes transversales.

Le sous-programme réduction de la pauvreté à la base vient en complément au programme de **gestion de l'environnement et des ressources naturelles** qui vise entres autres à :

- Initier des projets à caractère démonstratif,
- Conseiller le gouvernement à créer un cadre juridique et institutionnel national et régional favorable à la gestion stratégique des ressources naturelles,
- Promouvoir la participation des populations à la conception, la mise en oeuvre et la gestion des projets générateurs de revenus.

Par ailleurs pour permettre un meilleur suivi des progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté et de promotion du développement humain durable, le gouvernement du Cameroun et

le PNUD ont décidé d'intégrer systématiquement les aspects VIH/SIDA et Genre dans chaque projet ou programme initié.

La stratégie du sous-programme Réduction de la pauvreté à la base

La stratégie du sous-programme vise à intégrer les orientations stratégiques du PNUD en conformité avec les OMD d'une part, et celles du gouvernement telles que prescrites dans les documents de politiques et de stratégies à savoir, le DSRP et les stratégies sectorielles (Stratégie de développement du secteur rural, la stratégie sectorielle de promotion de la femme, la Stratégie sectorielle santé et le Plan stratégique national de lutte contre le VIH/SIDA au Cameroun). Sur un plan pratique, la stratégie de mise en oeuvre du Sous-programme Réduction de la Pauvreté à la base capitalisera les acquis du cycle de coopération passé à travers la réplique des modèles qui ont été développés à la base dans le cadre du micro programme Réseau Afrique 2000, du projet Support to Micro Schemes, le PDP, le Programme Global pour l'Avancement des Femmes et l'Egalité de Genre et le PREPAFEN. Plus précisément, elle entend mobiliser et développer les partenariats institutionnel, financier et technique aussi bien au niveau stratégique qu'à la base pour la réalisation des projets et programmes pertinents pour la réduction de la pauvreté au Cameroun.

Les bénéficiaires du sous-programme

Les bénéficiaires du sous-programme seront constitués par :

- ✓ Pour le volet 1 : Les groupes organisés à la base mixtes ou non, ayant déjà une certaine maîtrise en matière d'organisation et de gestion ;
- ✓ Pour le volet 2 : En plus des bénéficiaires du volet 1, ce volet prendra aussi en compte les institutions intervenant dans la promotion de la femme et du genre tout en mettant un accent particulier sur les activités liées au renforcement des capacités ;
- ✓ Pour le volet 3 : En plus des groupes de personnes vivant avec le VIH/SIDA, l'essentiel des bénéficiaires de cette composante sera constitué par les institutions publiques, les ONGs et les associations œuvrant dans le domaine de la lutte contre le VIH/SIDA. Un accent particulier sera mis sur le renforcement des capacités de ces institutions à tous les niveaux.

Les zones d'intervention

Ce sous-programme sera orienté spécifiquement vers les zones rurales du Cameroun. Toutefois, la priorité sera accordée lors de la mise en oeuvre du sous-programme et particulièrement en ce qui concerne le volet 1, aux poches de pauvreté accentuée dans chacune des zones d'intervention, suivant les résultats de l'enquête sur la consommation des ménages (ECAM II).

Les structures d'orientation et de gestion

Le sous-programme Réduction de la Pauvreté à la base qui sera mis en place aura trois principaux organes de gestion:

- Le Comité de pilotage
- Le Comité National de Sélection des micro projets
- La Coordination Nationale et les Cellules de coordination régionales.

Le comité de pilotage

Cet organe d'orientation du sous-programme, coprésidé par le MINEPAT et le PNUD, sera composé de:

- 1 Représentant du PNUD
- 1 Représentant des départements ministériels clés (MINEPAT, MINAGRI, MINEPIA, MINEF, MINCOF, MINSANTE, MINAS, MINFIB, CNLS)
- 1 Représentant de chacun des bailleurs de fonds contributeurs,
- 2 Représentants de la société civile.

Il aura à donner des orientations sur le plan stratégique, à approuver les rapports d'évaluation et les modifications dans le cadre de la mise en œuvre du sous-programme.

Il est de la responsabilité du MINEPAT de convoquer les réunions du Comité de Pilotage, au moins deux fois par an.

Le comité national de sélection des micro projets

Il a pour rôle la sélection des micro-projets à financer dans le sous-programme. Il est composé de 17 experts ayant tous des connaissances en évaluation de micro projets, en Genre et VIH/SIDA, dont :

- des représentants des départements ministériels clés (MINEPAT, MINAGRI, MINEPIA, MINEF, MINCOF, MINSANTE, MINAS, MINFIB, CNLS),
- 1 représentant du PNUD, 1 représentant de l'UNOPS qui assurera le secrétariat,
- 6 bailleurs de fonds et selon le cas, des représentants des projets similaires,
- 2 représentants de la société civile et 1 représentant de l'association des maires.

Le comité national de sélection des micro-projets est présidé par le représentant du MINAGRI et coprésidé par un représentant des bailleurs de fonds (de manière rotative).

Les micro projets sont soumis au comité de sélection après vérification de conformité aux critères de sélection (**Annexe 1**) par les cellules régionales et la coordination nationale. Le comité se réunit au moins une fois par trimestre.

La Coordination Nationale

L'unité de coordination est chargée de la mise en œuvre effective du sous-programme. A ce titre, elle assure la coordination des activités sur le terrain, le suivi de la gestion des fonds mis à la disposition des cellules régionales ainsi que ceux mis à la disposition des bénéficiaires des micro-projets. Elle propose au comité national de sélection un manuel de procédure à cet effet.

Elle élabore périodiquement des rapports d'activités qu'elle soumet au comité de pilotage. Elle assure la préparation de tous les documents afférents à la tenue des réunions du comité de pilotage et de sélection, ainsi que les rapports financiers à soumettre à l'appréciation des bailleurs de fonds.

Les Cellules Régionales

Au nombre de 4, elles suivent un découpage suivant les zones agro-écologiques :

- Zone soudano-sahélienne regroupant les Provinces de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord avec pour chef-lieu Garoua ;

- Zone forestière comprenant les Provinces du Centre, du Sud et de l'Est avec pour chef-lieu Yaoundé ;
- Zone côtière intégrant les provinces du Littoral et du Sud-Ouest avec pour chef-lieu Douala ;
- Zone des Hauts-Plateaux avec les provinces de l'Ouest et du Nord-Ouest, avec pour chef-lieu Bafoussam.

Les cellules régionales sont chargées de la mise en œuvre du programme au niveau de chacune des zones. Elles assurent le suivi rapproché des activités du sous-programme au niveau des groupes et communautés bénéficiaires en partenariat avec les structures décentralisées de l'État et toutes autres institutions locales appropriées.

Les projets seront présélectionnés par les cellules régionales. Ces cellules régionales associeront les représentants d'autres projets similaires existants dans la région (ex. FACILS) à cette phase. Puis lesdits projets seront transmis au Comité National pour la sélection finale.

Modalité de mise en œuvre du sous programme

L'UNOPS sera l'agence d'exécution du projet. Le sous programme sera exécuté en deux phases:

- Une phase de démarrage;
- Une phase de mise en œuvre globale du sous programme.

Phase de démarrage

Celle-ci va couvrir la période allant de Janvier 2005 à Juin 2005. Cette période va correspondre à la mise en place des activités suivantes :

- Mise en place de l'unité de coordination nationale;
- Mise en place du comité de pilotage et du comité de sélection du sous programme;
- Renforcement des capacités des structures de coordination;
- Sensibilisation et mobilisation des partenaires locaux et des populations;
- Mobilisation des ressources financières des autres bailleurs pour la mise en oeuvre des micro projets; Cette activité se poursuivra tout le long de la période de mise en oeuvre du programme (2005-2007).

Ces activités seront conduites par une équipe légère composée de :

- Au niveau de la Coordination du projet :
 - Un Coordonnateur (Expert international);
 - Un expert financier international;
 - Un assistant financier national;
 - Un assistant administratif national;
 - Un expert en genre;
 - Trois experts en développement des micro projets (Agronomie, Zootechnie, Environnement et Forêts);
 - Deux chauffeurs.

Une phase de mise en œuvre globale du sous programme

Cette phase va couvrir la période allant de Juillet 2005 à décembre 2007 et correspondra à la mise en œuvre globale de l'ensemble des activités des trois composantes du sous programme

(Micro projets, Genre et VIH/SIDA). Au cours de cette phase, les ressources humaines et matérielles seront renforcées pour permettre de répondre aux objectifs de chaque composante. La mise en œuvre des projets se fera grâce aux apports extérieurs (fonds à mobiliser auprès des partenaires) le financement actuel du PNUD ne couvrant que la mise en place des structures de mise en œuvre.

Partie III. Arrangements de gestion

La stratégie du sous-programme repose sur le développement d'un partenariat diversifié pour assurer la mise en œuvre du sous-programme. Ce partenariat pourra être technique ou financier. A cet effet, des partenaires potentiels ont été identifiés au cours de la formulation du sous-programme. Il s'agit notamment:

- 8 départements ministériels, à savoir : le MINEPAT, le MINAGRI, le MINEPIA, MINEF le MINCOF, le MINAS, le MINSANTE et le MINFIB.
- 6 programmes nationaux de lutte contre la pauvreté et le VIH/SIDA, à savoir : PNDP, PNVRA PADDC, PPMF, CNLS et PPTE ;
- 4 ONG internationales et Agences de Coopération Bilatérale que sont : la SNV, la GTZ, l'ACDI, le SCAC ;
- Des agences des Nations Unies : UNESCO, UNFPA, FAO, PAM, ONUSIDA, UNIFEM et ONU-HABITAT;
- 3 bailleurs de fonds multilatéraux : la Banque Mondiale, la BAD et l'Union Européenne.

D'une manière générale, l'engagement des différents partenaires sera formalisé à travers un mémorandum d'accord entre ces partenaires et le sous-programme, en vue de préciser la nature des engagements et les modalités d'exécution desdits engagements.

Concernant le financement du sous-programme, deux modes de financement sont prévus:

- Un Seed Fund apporté par le PNUD pour permettre le démarrage du sous-programme. Il servira à:
 - Recruter des personnels du sous-programme; les termes de références du personnel du sous-programme sont portés en **annexe 2**.
 - Acquérir des matériels et équipements
 - Mettre en place des organes de pilotage sous-programme
 - Assurer la visibilité du sous-programme et la mobilisation du partenariat.
- Un Trust fund
 - Le Trust Funds sera ouvert dès le démarrage du sous-programme pour mobiliser les contributions des bailleurs de fonds désireux de participer à la mise en œuvre de ce sous-programme. La gestion de ce Trust Funds se fera selon les mécanismes et règles de gestion du PNUD, soit à travers les instruments internes de gestion du PNUD (Mémorandum Of Understanding) ou d'autres instruments propres aux partenaires. Des rapports financiers détaillant l'utilisation de ces fonds seront élaborés suivant une périodicité déterminée par les contributeurs au Fonds et mis à leur disposition.

Risques et obligations

Les résultats visés à travers le présent sous-programme pourront ne pas être atteints au cas où les circonstances défavorables suivantes interviendraient :

- Retard dans la mise en œuvre effective des organes d'orientation et d'exécution ;
- Ressources financières insuffisantes et non disponibles à temps ;
- Adhésion non effective des populations et des partenaires d'encadrement ;
- Expression insuffisante de la volonté politique du gouvernement ou relâchement de son engagement en faveur du sous-programme.

Les efforts du gouvernement à rechercher des solutions pour tous ces risques permettront d'obtenir des incidences positives sur la mise en œuvre du sous-programme et encourageraient le PNUD et tous les autres partenaires.

Partie IV. Suivi et évaluation du sous-programme

Suivi du sous-programme

Le suivi de la mise en œuvre des activités du sous-programme s'effectuera à deux niveaux:

- Suivi de la gestion de la structure d'exécution
- Suivi des réalisations des bénéficiaires.

Le suivi de la gestion de la structure d'exécution

Le suivi des activités de la coordination nationale relève de la responsabilité du comité de pilotage et du comité technique de sélection des micros projets, tandis que celui des cellules régionales de coordination se fera sous la responsabilité de la coordination nationale.

Le suivi des activités des bénéficiaires

Ce suivi sera assuré à la base par la cellule régionale et les partenaires techniques locaux. Le chef de la cellule de coordination régionale veillera à l'effectivité de ce suivi. La coordination nationale, sur la conduite de l'expert chargé du Suivi-Evaluation du sous-programme viendra en appui au suivi des activités de terrain.

Pour se rendre compte de la réalisation des micro-projets, les membres du Comité de Pilotage et du Comité National de sélection devront effectuer des missions de suivi sur le terrain au moins, une fois par an

Evaluation du sous-programme

Il est prévu deux évaluations du sous-programme: une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale. Ces deux évaluations seront menées par des experts externes. Cependant deux réunions du Comité de Pilotage seront convoquées.

Audit des comptes

Un audit des fonds du sous-programme sera réalisé une fois par an par un cabinet agréé.

Partie V: Contexte juridique

Le présent document de programme constitue l'instrument visé à l'article premier de l'accord type d'assistance de base conclu entre le Gouvernement du Cameroun et le Programme des Nations Unies pour le Développement.

Le gouvernement a la responsabilité de prendre à temps les textes juridiques (décrets, règlements), permettant de rendre opérationnel le cadre institutionnel du sous-programme. Concernant les relations entre le gouvernement et le PNUD, le présent document de sous-programme sera l'instrument de référence en vertu de l'article 1^{er} de la convention d'assistance passée entre les deux parties le 25 Octobre 1991.

Au cours du cycle d'exécution du sous-programme, des révisions pourront être apportées à ce document de référence, avec la signature unique du Représentant Résident du PNUD, tant que celle-ci n'entraîne pas des changements significatifs des produits du sous-programme.

SECTION II: CADRE DES RESULTATS ET DES RESSOURCES

Les résultats et les ressources du sous-programme sont définis à partir des effets attendus.

1- Résultats

1.1- Effets escomptés

Trois principaux effets sont attendus de ce sous-programme:

- **Effet 1:** Amélioration des conditions de vie des populations à la base et de leur capacité à développer et à gérer des ressources durables (**Composante I**) ;
- **Effet 2:** Réduction des discriminations à l'égard des femmes, amélioration de leurs statuts socio-économique, promotion de la notion du genre au sein des communautés à la base et des institutions publiques (**Composante II**) ;
- **Effet 3:** Réduction de la prévalence du VIH/SIDA et de son impact socio-économique sur les populations (**Composante III**).

Tableau 1 : RECAPITULATIF DES RESULTATS ET DES RESSOURCES

Effet1: Amélioration des conditions de vie des populations à la base et de leurs capacités à développer et à gérer des ressources durables				
Produits prévus	Cible des produits	Activités prévues	Indicateurs	Partenaires
1.1. Comité de pilotage mis en place et fonctionnel	Décembre 2004 (Correspond aux activités énumérées dans la colonne des activités)	<p>1.1.1 Définition des Termes de Référence du comité de pilotage</p> <p>1.1.2 Identification des départements ministériels, bailleurs de fonds, partenaires au développement et société civile concernés</p> <p>1.1.3 Désignation et installation des membres du comité de pilotage</p> <p>1.1.4 Elaboration des procédures internes</p> <p>1.1.5 Renforcement des capacités des membres du comité</p> <p>1.1.6 Organisation des réunions de concertation</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Termes de Référence du comité de pilotage disponible - Membres du comité de pilotage désignés - Manuel de procédure du comité de pilotage disponible - Nombre et contenu des formations dispensées - Nombre de réunions de concertation tenues 	Gouvernement Bailleurs de fonds
1.2 Capacités institutionnelles, managériales et logistiques de l'équipe de coordination du sous-programme et des cellules régionales renforcées	Décembre 2004 (Correspond aux activités énumérées dans la colonne des activités)	<p>1.2.1 Sélection du personnel de la coordination et des cellules régionales</p> <p>1.2.2 Renforcement des capacités du personnel de la coordination nationale et des cellules régionales</p> <p>1.2.3 Acquisition des équipements</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Personnel de l'unité de coordination et des cellules régionales recruté et fonctionnel - Nombre et contenu des formations dispensées - Equipements disponibles 	Médias, Concertations Médias, Concertations Expertises pour la formation, séminaires ateliers Gouvernement, Bailleurs de fonds

1.3 Micro projets mis en oeuvre	<p><u>Décembre 2004</u> 1.3.1 Comité technique de sélection des micro projets mis en place</p> <p>1.3.2 Manuel de procédures de sélection et d'octroi des subventions élaboré</p> <p>1.3.3 Communautés à la base et partenaires locaux informés et sensibilisés sur le sous-programme</p> <p><u>Décembre 2005</u> 1.3.4 160 micro projets sélectionnés, financés et suivis</p> <p><u>Décembre 2006</u> 170 Micro projets sélectionnés, financés et suivis</p> <p><u>Décembre 2007</u> 170 Micro projets sélectionnés, financés et suivis</p>	<p>1.3.1 Mise en place des membres du comité technique de sélection des micro projets</p> <p>1.3.2 Elaboration du manuel de procédures de sélection et d'octroi des subventions</p> <p>1.3.3 Information et sensibilisation des communautés à la base et des partenaires locaux sur le sous-programme</p> <p>1.3.4 Sélection des micro projets</p> <p>1.3.5 Sélection des partenaires d'encadrement locaux</p> <p>1.3.6 Elaboration et signature des conventions avec les partenaires locaux</p> <p>1.3.7 Financement des micro projets</p> <p>1.3.8 Renforcement des capacités des promoteurs des micro projets</p> <p>1.3.9 Suivi des micro projets</p>	<p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>-</p>	<p>Membres du comité technique de sélection des micro projets désignés</p> <p>Manuel de procédure du comité technique de sélection des micro projets disponible</p> <p>Nombre d'émissions radiophoniques diffusées et séminaires ateliers d'information et de sensibilisation tenus</p> <p>Nombre de micro projets soumis par les communautés</p> <p>Procès verbaux des réunions de sélection des micro projets disponibles</p> <p>Conventions de partenariat avec les partenaires locaux signées</p> <p>Nombre de subventions accordées aux promoteurs</p> <p>Nombre de micro projets mis en place, suivis et évalués</p>	<p>Médias, Expertises, Séminaires Ateliers, missions sur le terrain. Séances de formation, Réunions du comité national de sélection des micro projets</p> <p>Gouvernement , partenaires locaux, bailleurs de fonds</p>
------------------------------------	--	---	--	--	--

Effet 2: Réduction des discriminations à l'égard des femmes; amélioration de leurs statuts socio-économiques et promotion de la notion du genre au sein des communautés à la base et des institutions publiques					
Produits prévus	Cible des produits	Activités prévues	Indicateurs	Ressources	Partenaires
2.1 Promotion socio-économique de la femme réalisée	Décembre 2005	<p>2.1.1 Renforcement des capacités des femmes en entrepreneuriat</p> <p>2.1.2 Renforcement des capacités techniques en matière de formulation de projets éligibles au PPTE et de mobilisation de ressources</p> <p>2.1.3 Structuration des organisations de promotion de la femme et du genre en filière de production</p> <p>2.1.4 Organisation des circuits de commercialisation des produits d'organisations regroupées en filières</p>	<p>- Nombre et contenu des formations dispensées</p> <p>- Nombre de femmes ou groupes de femmes formés en entrepreneuriat féminin</p> <p>- Nombre de projets élaborés et soumis pour financement PPTE et autres bailleurs de fonds</p> <p>- Nombre de projets financés</p> <p>- Nombre de réseaux constitués</p> <p>- Nombre d'organisations affilié au réseau</p> <p>- Nombre de circuits identifiés et organisés</p> <p>- Nombre d'organisations desservies</p>	<p>Expertises, Séminaires, médias, Formations</p>	<p>Gouvernement (MINCOF), ONG féminines, Bailleurs de fonds, MINDIC, MINFIB</p>
2.2 Promotion et protection des droits de la femme		<p>2.2.1 Vulgarisation des droits de la femme</p> <p>2.2.2 Sensibilisation des décideurs (élus locaux, parlementaires, ...) et des bailleurs sur le concept du genre</p> <p>2.2.3 Vulgarisation des textes, lois et des conventions</p> <p>2.2.4 Renforcement des capacités du MINCOF et autres institutions en Mainstreaming du genre</p>	<p>- Textes juridiques expliqués et distribués</p> <p>- Nombre de champs juridiques couverts par les textes vulgarisés</p> <p>- Nombre de séances de sensibilisation menées</p> <p>- Nombre de décideurs et bailleurs sensibilisés</p> <p>- Nombre de textes, lois et conventions expliqués et distribués</p> <p>- Nombre de personnels du MINCOF formé en mainstreaming du genre</p>	<p>Séminaires, expertises, médias</p>	<p>Gouvernement, ONG, Bailleurs de fonds (FNUAP, UNIFEM, ...)</p>

Effet 3: Réduction de la prévalence du VIH/SIDA et de son impact socio-économique sur les populations			
Produits	Activités	Indicateurs	Ressources
3.1. Impact socio-économique du VIH/SIDA connu	3.1.1 Réalisation d'une étude d'impact socio-économique du VIH/SIDA dans les secteurs de production	- Données sur l'impact socio-économique du VIH/SIDA disponibles	Partenaires Gouvernement (MINSANTE), ONG, ONUSIDA, Bailleurs de Fonds Gouvernement (MINSANTE), Bailleurs de Fonds, ONUSIDA, populations
3.2. Appui institutionnel réalisé	3.2.1. Renforcement des capacités des responsables des administrations et des partenaires en mainstreaming du VIH/SIDA 3.2.2. Appui à la mise en place de l'alliance des maires et responsables municipaux 3.2.3. Renforcement des capacités des membres de l'Alliance des Maires et Responsables Municipaux sur le VIH/SIDA en Afrique 3.2.4. Appui à la coordination des ONGs oeuvrant dans le domaine de l'encadrement des PVVS et orphelins du VIH/SIDA ainsi qu'aux familles assurant l'encadrement des orphelins du Sida 3.2.5. Renforcement des capacités du personnel du MINSANTE en matière de gestion et de coordination des activités relatives au VIH/SIDA, principalement dans le cadre du Fonds Global 3.2.6. Participation aux conférences internationales 3.2.7. Appui aux activités du groupe thématique ONUSIDA et à la journée Mondiale du SIDA	- Nombre de responsable des administrations et partenaires formés en mainstreaming du VIH/SIDA - Intégration du VIH/SIDA dans les initiatives des bénéficiaires de la formation effective - Alliance des Maires et responsables municipaux mise en place - Nombre des membres de l'alliance des maires et responsables municipaux formés - Implication des maires et responsables municipaux membres de l'Alliance dans la réponse locale du VIH/SIDA visible - Coordination des ONG et Associations œuvrant dans le domaine de l'encadrement des PVVS et orphelins du VIH/SIDA mis en place et opérationnel - Micro projets des ONG et Associations d'appui aux PVVS et orphelins du VIH/SIDA financés - Nombre de personnel du MINSANTE formés en gestion et coordination des activités relatives au VIH/SIDA dans le cadre du Fonds Global - Nombre de personnes ayant participées aux conférences internationales - Nombre d'activités réalisées	Séminaires Ateliers, Expertises, Conférences, Missions, ateliers, rencontres Gouvernement (MINSANTE), ONG, ONUSIDA, Bailleurs de Fonds Gouvernement (MINSANTE), Bailleurs de Fonds, ONUSIDA
4. Sous-programme évalué	4.1.1 Production d'un journal trimestriel 4.1.2 Réalisation de 4 documentaires 4.1.3 Organisation de 3 séminaires ateliers 4.1.4 Réalisation des évaluations	- Nombre de journaux produits et distribués - Nombre de documentaires produits et diffusés - Rapports de séminaires d'échanges - Rapports d'évaluation disponibles	Expertises séminaires Médias Gouvernement, Professionnels du média, Bailleurs de Fonds
4. SUIVI - EVALUATION DU SOUS-PROGRAMME			

Section III: Programme de travail et du Budget Total

PLANIFICATION DES ACTIVITES ET ELABORATION DU BUDGET DU PROJET

III-1- Planification des activités

Les activités retenues seront exécutées en quatre ans. La mise en oeuvre du sous-programme devrait commencer en 2004 aussitôt que la convention sera signée, pour s'achever en 2007.

Compte tenu de l'impact recherché à savoir, la réduction de la pauvreté au sein des communautés à la base, il est prévu le financement de 500 micro-projets productifs dont la répartition est fonction du nombre de provinces (unités administratives) de chaque région. En principe chaque province devra bénéficier du financement de 50 micro-projets.

Le tableau ci-après donne les détails de la répartition des micro-projets par région.

Régions	Chef lieu de région	Provinces	Micro projets financés			
			2005	2006	2007	Total
Région 1	Yaoundé	Centre	50	50	50	150
		Sud				
		Est				
Région 2	Douala	Littoral	30	35	35	100
		Sud-Ouest				
Région 3	Bafoussam	Ouest	30	35	35	100
		Nord-Ouest				
Région 4	Garoua	Adamaoua	50	50	50	150
		Nord				
		Extrême-Nord				
Total pays		10	160	170	170	500

L'ensemble des trois composantes du sous-programme sera exécuté au cours de la période allant de 2004 à 2007.

Les trois organes du sous-programme seront mis en place au cours de l'année 2004 et les activités relatives à la mise en œuvre des micro projets démarreront en Janvier 2005.

Les tableaux ci-après fournissent les détails relatifs à la planification des différentes composantes du sous-programme.

Cinq cents micro-projets seront financés. Leur répartition sera fonction du nombre de provinces (unités administratives) de chaque région.

Budget du projet

Résultats attendus	Activités principales	Chronogramme			Partie responsable	Budget		Source de financement	
		2005	2006	2007		Description du budget	Montant		
Composante micro projets									
Comité de pilotage mis en place	Elaboration des termes de références du comité de pilotage	x			UNOPS	-			
	Identification des partenaires	x			UNOPS	-			
	Installation du comité de pilotage	x			UNOPS	-			
	Elaboration des procédures internes	x			UNOPS	72100 service contract	2 804	PNUD	
	Renforcement des capacités des membres du comité de pilotage	x			UNOPS	74500 In service training	2 243	PNUD	
	Réunions du comité de pilotage	x	X	x	UNOPS	74500 Conférences & meetings	10 215	PNUD	
	Capacités institutionnelles et managériales et logistiques de l'équipe de coordination et des cellules régionales renforcées	Sélection du personnel de la coordination et des cellules régionales	x			UNOPS	74500 - Publications 71200 - Coordonnateur national 71200 - Expert financier 71300 - Expert en genre 71300 - Expert/micro projets (3) 71300 - Consultant national-VIH 71300 - Expert / suivi-évaluation 71400 - Assistant financier 71400 - Assistant administratif 71500 - VNU - cell.régionale (4) 71500 - VNU nationaux (12) 71400-Assistant administratif (4) 61100 - Chauffeurs(2) 61100 - Chauffeurs(4)	1 869 170 834 114 896 102 500 307 500 68 334 102 500 58 084 47 834 360 800 459 813 102 500 51250 102 500	PNUD PNUD PNUD A mobiliser PNUD A mobiliser A mobiliser PNUD A mobiliser A mobiliser A mobiliser A mobiliser PNUD A mobiliser
		Renforcement des capacités du personnel de la coordination et des cellules régionales	x			UNOPS	71300 - Consultant national 74500 - Séminaires ateliers	4 000 5 171	PNUD PNUD
		Acquisition du matériel roulant	x			UNOPS	72400 - Véhicules (2) 72400 - Véhicules (4)	65 000 135 000	PNUD A mobiliser
		Acquisition des équipements de bureau, meubles et consommables	x			UNOPS	72 400- Equipement / machines 72 400 - meubles 72 400 - Consommables	12 500 227 500	PNUD A mobiliser

	Location des bureaux	x	x	x	UNOPS	73 100 - Loyer	25000 180607	PNUD A mobiliser
	Dotation en carburant et entretien des véhicules	x	x	x	UNOPS	72500 - Carburant & entretien	100 000 400 000	PNUD A mobiliser
Micro projets mis en place	Mise en place du comité de sélection des micro projets				UNOPS	71300 - Consultant national	2 804	PNUD
	Elaboration du manuel des procédures de sélection et octroi des subventions	x			UNOPS	74500 - Séminaires ateliers 71 000 - Missions	24 000 50 766	A mobiliser
	Information et sensibilisation des partenaires et promoteurs locaux sur le sous programme	x	x	x	UNOPS	74 500 - Formations	1 935 131	A mobiliser
	Appui au renforcement des capacités des promoteurs locaux par les partenaires locaux	x	x	x	UNOPS	74 500 - Reformulation / projets	373 000	A mobiliser
	Appui à la reformulation des micro projets éligibles	x	x	x	UNOPS	74 500 - Réunions	22 430	PNUD
	Sélection des micro projets	x			UNOPS	72 100 - Contrat de service	67 196	A mobiliser
	Diffusion des programmes de sensibilisation des communautés locales à la lutte contre la pauvreté, la promotion du genre et la lutte contre le VIH/SIDA	x			UNOPS	74500 - Formations	196 262	A mobiliser
	Voyages d'échange d'expérience des promoteurs	x	x	x	UNOPS	71600 - Missions	1 401 870	A mobiliser
	Suivi des micro projets	x	x	x	UNOPS	74500 - Réunions & Ateliers	20 000	PNUD
	Mobilisation des ressources financières pour le financement des micro projets auprès des bailleurs	x			UNOPS	72 600 - Subventions	23 364 486	A mobiliser
	Financement de 500 micro projets	x	x	x	UNOPS		30 679 199	
Sous total composante micro projets								

Composante genre

Promotion socio-économique de la femme réalisée	Renforcement des capacités des femmes en entrepreneuriat	X	x	x	UNOPS	71 300 - Consultant national 74 100 - Formations	25 000 42 149	A mobiliser
	Structuration des organisations de promotion de la femme et du genre en filière de production	x	x	x	UNOPS	71 300 - consultant national 74 100 - Formations 74 500 - Séminaires ateliers	25 000 35 000 43 411	A mobiliser

Promotion et protection des droits de la femme à la base	Organisation des circuits de commercialisation des produits regroupés en filières	x	x	x	UNOPS	71 300 - Consultant national 74 500 - Séminaires ateliers	30 000 50 851	A mobiliser	
	Renforcement des capacités techniques en formulation des projets éligibles aux fonds PPTÉ	x	x	x	UNOPS	71 300 - Consultant national 74 500 - Séminaires ateliers	25 000 50 000	A mobiliser	
	Production et reproduction des textes juridiques	X	X	X	UNOPS	71 300 - Consultant national 74 100 - Production des rapports	50 000 150 000	A mobiliser	
	Vulgarisation des droits de la femme	X	X	X	UNOPS	74 500 - séminaires ateliers	101 496	A mobiliser	
	Production et reproduction des textes et lois et conventions relatifs à la promotion de la femme	x	x	x	UNOPS	71 300 - Consultant national 74 100 - Production des rapports	50 000 136 916	A mobiliser	
	Vulgarisation des textes, lois et conventions relatifs à la promotion de la femme	x	x	x	UNOPS	71 300 - Consultant national 74 500 - séminaires ateliers	50 000 118 224	A mobiliser	
	Renforcement des capacités des institutions et organisations à la base en mainstreaming du genre	x	x	x	UNOPS	71 300 - Consultant national 74 500 - formations	35 000 75 000	A mobiliser	
	Sensibilisation des décideurs (Elus locaux) sur la promotion de la femme et le concept du genre	X	X	X	UNOPS	71 300 - Consultant national 74 500 - Séminaires ateliers	40 000 102 000	A mobiliser	
	Sous total genre							1 235 047	

Composante VIH/SIDA

Appui institutionnel dans le cadre de la lutte contre le VIH/SIDA réalisé	Réalisation d'une étude d'impact socio-économique dans les secteurs de production	x			UNOPS	71 300 - Consultant national 74 100 - Production des rapports	80 000 100 000	A mobiliser	
	Elaboration/adaptation des textes constitutionnels relatifs à la mise en place de l'alliance	x			UNOPS	71 300 - Consultant national 74 100 - Production des rapports	45 000 110 000	A mobiliser	
	Appui à la mise en place des structures de l'alliance	x			UNOPS	72 400 - Equipement	25 000	A mobiliser	
	Appui aux activités de l'alliance	x	x	x	UNOPS	74 500 - conférences et réunions	130 000	A mobiliser	
	Appui au suivi évaluation des activités de l'alliance	x	x	x	UNOPS	71 300 - Consultants 71 600 - missions 74 100 - Production des rapports	20 000 75 000 50 000	A mobiliser	
	Organisation des ateliers de formation en mainstreaming du VIH dans les projets de développement	x			UNOPS	71 300 - Consultant national 74 500 - Séminaires ateliers	23 400 41 600	PNUD A mobiliser	
	Appui à la mise en place de la coordination des ONGs et associations	x			UNOPS	71 300 - Consultant national 74 500 - Réunions	10 000 25 000	A mobiliser	
	Acquisition des équipements et fournitures de Bureau divers	x			UNOPS	72 400 - Equipement	25 000	A mobiliser	
	Sous total VIH/SIDA							1 235 047	

	Appui aux activités de la coordination	x			x		UNOPS	74 500 - Séminaires/conférences	52 149	A mobiliser	
	Appui au renforcement des capacités du personnel du MINISANTE dans la gestion du fonds global	X			X		UNOPS	71200 - Consultant international 74 500 - Formations	85 000	A mobiliser	
Suis des Activités sur le VIH/SIDA au niveau national	Participation aux conférences internationales et autres ateliers sur le SIDA	x			x		UNOPS	74 500 - conférences et réunions	50 000	A mobiliser	
	Participation aux ateliers du groupe thématique et du groupe de travail technique	x			x		UNOPS	74 500- Réunions	7 383	A mobiliser	
Sous total VIH/SIDA											
Composante suivi-évaluation du sous programme											
Sous programme suivi et évalué	Production d'un journal trimestriel	x			x		UNOPS	72 100 - Contrat de service	22 430	A mobiliser	
	Réalisation de trois documentaires	x			x		UNOPS	72 100 - Contrat de service	28 037	A mobiliser	
	Organisation de deux séminaires d'échange d'expérience	x			x		UNOPS	74 500 - Séminaires ateliers	18 692	A mobiliser	
	Réalisation de deux évaluations (mi parcours et final)				x		UNOPS	71 200 - Consultant international 71 300 - Consultant national	25 000 12 383	A mobiliser	
Sous total suivi évaluation du sous programme											
Divers		x			x		UNOPS	74 500 - Divers	300 000	A mobiliser	
Sous total divers											
									11 505 113	10 938 187	10 832 020
Total sous programme											
									300 000	33 275 320	

OMD	<p>N°1 Eliminer l'extrême pauvreté et la faim</p> <p>N°2 Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes</p> <p>N°3 Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies</p>
DRSP	<p>ii- Le renforcement de la croissance par la diversification de l'économie</p> <p>v- Le renforcement et la valorisation des ressources humaines</p>
Effet UNDAF	<p>- Une croissance économique forte, durable et équitable promue</p> <p>- Un capital humain de qualité développé d'ici fin 2007</p>
Objectif stratégique MYFF	<p>1. Réaliser les OMD et réduire la pauvreté humaine</p> <p>5. Réponse au VIH/SIDA</p>
Ligne de service MYFF	<p>1.3. Initiatives locales de réduction de la pauvreté</p> <p>1.6. L'intégration du Genre</p> <p>5.1. Leadership et développement des capacités pour la lutte contre le HIV/AIDS</p>
Core results	<p>1.3.1. Initiatives replicables de lutte contre la pauvreté à la base liées au changement de politique mises en oeuvre</p> <p>1.6.2. Les capacités de leadership féminin développées, particulièrement les parlementaires, les groupes engagés dans le plaidoyer et les réseaux de femmes</p> <p>5.1.1. Capacités de leadership des différents partenaires développées au niveau individuel, institutionnel et social afin d'apporter des réponses déterminantes capables de renverser la tendance de la propagation de l'épidémie</p> <p>5.1.3. Réponses locales développées en lien avec les processus nationaux clés et qui intègrent toutes les dimensions de l'épidémie, y compris les soins, la prise en charge et les traitements.</p>
Effet Programme Pays	<p>1.3.1. Pauvreté réduite à la base</p> <p>1.6.1. Connaissances des parlementaires/leaders politiques et décideurs en charge de la planification, formulation des politiques et budget améliorées sur le concept de genre</p> <p>1.6.2. Capacités des femmes entrepreneurs renforcées en développement des partenariats et gestion des affaires</p> <p>5.1.1. Résultats de l'étude de l'impact socio-économique du VIH/SIDA intégrés dans la formulation des projets et programmes</p> <p>5.1.2. Alliance des maires renforcée et leurs activités étendues au volet VIH/SIDA</p> <p>5.2.1. VIH/SIDA intégré au Plan National de Développement et dans les secteurs et ministères clés</p> <p>5.2.2. Coordination et efficacité des structures chargées de la lutte contre le VIH/SIDA améliorées pour réduire la séroprévalence.</p>

Répartition Budgétaire par année

BUDGET 2005

Résultats attendus	Activités principales prévues	Chronogramme				Montant US\$
		T1	T2	T3	T4	
COMPOSANTE MICRO PROJETS						
P1. Comité de pilotage du sous-programme réduction de la pauvreté mis en place et opérationnel	- Définition des termes de référence du comité de pilotage et du comité de sélection des micro projets	X				71300 - Consultant national 75100 - F&A 6436 450
	- Identification et installation du Comité de Pilotage	X				74500 - Réunions 75100 - F&A 1869 131
	- Sessions d'imprégnation et de familiarisation des membres du Comité de Pilotage sur le sous-programme	X				74500 - Formation 75100 - F&A 11402 798
	- Tenue des réunions du Comité de Pilotage	X		X		74500 - Réunions 75100 - F&A 8229 576
	- Sélection du coordonnateur et des personnels du projet	X	X	X	X	74500 - Publications des postes 71300 - Coordonnateur (International) 71300 - Expert Financier International 71300 - Expert National en Genre 71300 - Expert en micro projet (agronomie) 71300 - Expert en micro projet (Zootechnie) 71300 - Expert en micro projets (environnement et forêts) 71300 - Expert en suivi-évaluation 71300 - Consultants en VIH/SIDA 71400 - Assistant financier 71400 - Assistant administratif 71400 - Assistante Admin. (4) 61100 - Chauffeurs (6) 71500 - VNU Internationaux (4) 71500 - VNU Natronaux (12) 75100 - F&A 9436 48336 32521 29011 29011 29011 29011
P2. Unité de coordination mise en place et fonctionnelle	- Rémunération du personnel					29011 29011 29011
	- Renforcement des capacités du personnel de la coordination et des cellules régionales	X				71300 - Consultant national 74500 - séminaires ateliers 75100 - F&A 3738 4833 600
P3. Capacités institutionnelles, managériales et logistiques de l'équipe de coordination						

P4. Capacités techniques des promoteurs et bénéficiaires des micro projets renforcées	- Acquisition du matériel roulant	X					72200 - Véhicules (6) 75100 - F&A	186916 13084
	- Acquisition des équipements/machines	X					72200 - Ordinateurs (26) 72200 - Photocopieurs (6) 72200 - Imprimantes (6) 75100 - F&A	59813 18692 14953 6542
	- Acquisition du mobilier et fournitures de bureau	X	X	X	X		72200 - Fournitures de bureau 72200 - mobiliers (Cellules régionales) 72200 - loyer 75100 - F&A	33084 37383 40935 7798
	- Consommables (eau, électricité, téléphone, Internet, gardiennage, ...)	X	X	X	X		72200 - consommables 75100 - F&A	28102 1967
	- Achat carburant et entretien des véhicules	X	X	X	X		72200 - Carburant 75100 - F&A	162000 11340
	- Information et sensibilisation des partenaires et promoteurs locaux sur le sous-programme	X	X				71000 - Missions 74500 - Ateliers /séminaires/Réunions 75100 - F&A	35144 46697 5729
	- Appui au renforcement des capacités des promoteurs locaux par les partenaires locaux						74500 - Ateliers / séminaires/ réunions 75100 - F&A	602841 42199

P5. Micro projets mis en place	- Mobilisation des ressources financières auprès des bailleurs pour le financement des micro projets	X					74500 - Réunions 75100 - F&A	34280 2400
	- Appui à la reformulation des micro projets éligibles	X	X	X			74500 - Reformulation / Projets 75100 - F&A	125551 8769
	- Sélection des micro projets	X	X	X			74500 - Réunions 75100 - F&A	10952 767
	- Diffusion des programmes de sensibilisation des communautés locales à la lutte contre la pauvreté, la promotion du genre et la lutte contre le VIH/SIDA	X	X	X			72100 - Contrat de service 75100 - F&A	30295 2121
	- Voyages d'échange d'expérience des promoteurs	X	X	X			74500 - Formation 75100 - F&A	69234 4846
	- Financement de 160 micro projets	X	X	X			72600 - Subventions 75100 - F&A	6987510 489126
	- Suivi de 160 micro projets	X	X	X			71600 - Missions 75100 - F&A	436720 30570

Composante Genre

P1. Promotion socio-économique de la femme réalisée	- Renforcement des capacités des femmes en entrepreneuriat						72100 - Consultant National 74500 - Séminaires ateliers 75100 - F&A	6075 25589 2216
	- Renforcement des capacités techniques en formulation des projets éligibles au fonds PPTE						72100 - Consultant National 74500 - Séminaires ateliers 75100 - F&A	6075 28037 2388
	- Structuration des organisations de promotion de la femme et du genre en filière de production	X	X	X			71300 - Consultant national 74100 - Formations 74500 - Séminaires ateliers 75100 - F&A	9346 14019 18692 2943
	- Organisation des circuits de commercialisation des produits d'organisations regroupés en filières	X	X	X			71300 - Consultant national 74500 - Séminaires ateliers 75100 - F&A	9346 15841 1763
P2. Droits de la femme promus et protégés à la base	- Production et reproduction des textes juridiques	X	X	X			71300 - Consultant national 74100 - Production des rapports 75100 - F&A	18692 46729 4579
	- Vulgarisation des droits de la femme						74500 - Séminaires ateliers 75100 - F&A	31619 2213

- Production et reproduction des textes, lois et conventions relatifs à la promotion de la femme					71300 - Consultant national 74100 - Production des rapports 75100 - F&A	18692 42653 3886
- Vulgarisation des textes, lois et conventions relatifs à la promotion de la femme	X	X	X	X	71300 - Consultant national 74100 - Formations 75100 - F&A	18692 36830 3886
- Renforcement des capacités des institutions et organisations à la base en mainstreaming du genre					71300 - Consultant national 74100 - Formations 75100 - F&A	14019 23364 2617
- Sensibilisation des décideurs (élus locaux) et des leaders d'opinion sur la protection de la femme et le concept du genre				X	71300 - Consultant National 74500 - Séminaires ateliers 75100 - F&A	14019 48909 4405

Composante VIH/SIDA

P1. Appui institutionnel dans le cadre de la lutte contre le VIH/SIDA réalisé	X	X	X	X	71300 - Consultant national 74100 - Production des rapports 75100 - F&A	74766 93458 11776
- Réalisation d'une étude d'impact socio-économique dans les secteurs de production	X	X	X	X	71300 - Consultant national 74100 - Production des rapports 75100 - F&A	18692 39720 4088
- Elaboration/Adaptation des textes constitutionnels relatifs à la mise en place de l'alliance des maires					72400 - Equipements 75100 - F&A	42056 2944
- Appui à la mise en place des structures de l'alliance				X	74500 - Réunions 75100 - F&A	49845 3489
- Appui aux activités de l'alliance					71300 - Consultants 71600 - Missions 74100 - Production des rapports 75100 - F&A	9346 23364 18692 3598
- Appui au suivi-évaluation des activités de l'alliance	X	X	X	X	71300 - Consultant National 74500 - Séminaires ateliers 75100 - F&A	28037 32710 4253
- Organisation des ateliers de formation en mainstreaming du VIH/SIDA dans les projets de développement	X	X	X	X	71300 - Consultant National 74500 - Réunions 75100 - F&A	5981 26729 2290
- Appui à la mise en place de la coordination des ONG et Associations	X	X	X	X	72400 - Equipements 75100 - F&A	23364 1636
- Acquisition des équipements et fournitures de bureau divers	X				74500 - Séminaires / Conférences 75100 - F&A	16246 1137
- Appui aux activités de la coordination des ONG et Associations	X	X	X	X		

-	Appui au renforcement des capacités du personnel du MINSANTE dans la gestion du fonds global	X			71300 - Consultant International 74500 - Atelier Formation 75100 - F&A	16355 28037 3108
-	Participation aux conférences internationales et autres ateliers sur le VIH/SIDA	X		X	74500 - Réunions et conférences 75100 - F&A	23364 1636
-	Participation aux ateliers du groupe thématique et du groupe de travail technique	X	X	X	74500 - Réunions 75100 - F&A	2300 161
-	Production d'un journal trimestriel	X	X	X	72100 - Contrat de service 75100 - F&A	6987 489
-	Réalisation des documentaires			X	71200 - Contrat de service 75100 - F&A	8734 611
-	Organisation des séminaires d'échange d'expérience	X		X	74500 - Séminaire atelier 75100 - F&A	8735 611
Divers		X	X	X	74500 - Divers 75100 - F&A	93458 6542
TOTAL						11 505 113

BUDGET 2006

Résultats attendus	Activités principales prévues	Chronogramme				Montant US\$
		T1	T2	T3	T4	
COMPOSANTE MICRO PROJETS						
P1. Comité de pilotage du sous-programme réduction de la pauvreté opérationnel	- Tenue des réunions du Comité de Pilotage	X		X		74500 – Réunions 75100 - F&A 2528 177
P2. Personnels du sous-programme rémunérés						71300 – Coordonnateur (International) 71300 – Expert Financier International 71300 – Expert National en Genre 71300 – Expert en micro projet (agronomie) 71300 – Expert en micro projet (Zootechnie) 71300 – Expert in micro projets (environnement et forêts) 71300 - Expert en suivi-évaluation 71300 – Consultants en VIH/SIDA 71400 – Assistant financier 71400 - Assistant administratif 71400 – Assistante Admin. (4) 61100 – Chauffeurs (6) 71500 - VNU Internationaux (4) 71500 - VNU Nationaux (12) 75100 - F&A 48336 32521 29011 29011 29011 29011 29011 29011 29011 19419 16436 13253 31931 44977 112400 143244 43204
P3. Capacités institutionnelles, managériales et logistiques de l'équipe de coordination	- Acquisition du mobilier et fournitures de bureau	X	x	x	x	72200 – Fournitures de bureau 72200 - loyer 30187 38131
	- Consommables	X	X	X	X	75100 - F&A 72200 - consommables 4782 23429
	- Achat carburant et entretien des véhicules	X	X	X	X	75100 - F&A 72200 -- Carburant 1640 152645 10685

P4. Micro projets mis en place	<ul style="list-style-type: none"> - Appui au renforcement des capacités des promoteurs locaux par les partenaires locaux - Mobilisation des ressources financières auprès des bailleurs pour le financement des micro projets - Appui à la reformulation des micro projets éligibles - Sélection des micro projets - Diffusion des programmes de sensibilisation des communautés locales à la lutte contre la pauvreté, la promotion du genre et la lutte contre le VIH/SIDA - Voyages d'échange d'expérience des promoteurs - Financement de 170 micro projets - Suivi de 170 micro projets 	X	X	X	X	X	X	X	X	X	74500 - Formations 75100 - F&A 74500 - Réunions 75100 - F&A 74500 - Reformulation / Projets 75100 - F&A 74500 - Réunions 72100 - Contrat de service 75100 - F&A 74500 - Formation 75100 - F&A 72600 - Subventions 75100 - F&A 71600 - Missions 75100 - F&A	602841 42199 6224 436 116196 8134 6991 489 20925 1465 59888 4192 7424229 519696 436720 30570
Composante Genre												
P1. Promotion socio-économique de la femme réalisée	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des capacités des femmes en entrepreneuriat - Renforcement des capacités techniques en formulation des projets éligibles au fonds PPTE - Structuration des organisations de promotion de la femme et du genre en filière de production - Organisation des circuits de commercialisation des produits d'organisations regroupés en filières - Production et reproduction des textes juridiques - Vulgarisation des droits de la femme - Production et reproduction des textes, lois et conventions relatifs à la promotion de la femme 	X	X	X	X	X	X	X	X	X	72100 - Consultant National 74500 - Séminaires ateliers 75100 - F&A 72100 - Consultant National 74500 - Séminaires ateliers 75100 - F&A 71300 - Consultant national 74100 - Formations 74500 - Séminaires ateliers 75100 - F&A 71300 - Consultant national 74500 - Séminaires ateliers 75100 - F&A 71300 - Consultant national 74100 - Production des rapports 75100 - F&A 74500 - Séminaires ateliers 75100 - F&A 71300 - Consultant national 74100 - Production des rapports 75100 - F&A	3738 11570 1072 3738 14019 1243 9346 9346 14019 2289 9346 15841 1763 14019 46729 4252 31619 2213 14019 42654 3967
P2. Droits de la femme promus et protégés à la base												

	- Vulgarisation des textes, lois et conventions relatifs à la promotion de la femme	X	X	X	X	71300 - Consultant national 74100 - Formations 75100 - F&A	14019 36380 3559
	- Renforcement des capacités des institutions et organisations à la base en mainstreaming du genre		X			71300 - Consultant national 74100 - Formations 75100 - F&A	9436 23364 2290
	- Sensibilisation des décideurs (élus locaux) et des leaders d'opinion sur la protection de la femme et le concept du genre				X	71300 - Consultant National 74500 - Séminaires ateliers 75100 - F&A	9436 25544 2442
Composante VIH/SIDA							
P1. Appui institutionnel dans le cadre de la lutte contre le VIH/SIDA réalisé	- Elaboration/Adaptation des textes constitutionnels relatifs à la mise en place de l'alliance des maires	X	X			71300 - Consultant national 74100 - Production des rapports 75100 - F&A	18692 39720 4088
	- Appui aux activités de l'alliance	X	X	X	X	74500 - Réunions 75100 - F&A	40499 2885
	- Appui au suivi-évaluation des activités de l'alliance	X	X	X	X	71300 - Consultants 71600 - Missions 74100 - Production des rapports 75100 - F&A	4673 23364 14019 2944
	- Appui aux activités de la coordination des ONG et Associations				X	74500 - Séminaires / Conférences 75100 - F&A	16246 1137
	- Appui au renforcement des capacités du personnel du MINSANTE dans la gestion du fonds global	X	X	X	X	71300 - Consultant International 74500 - Atelier Formation 75100 - F&A	16355 18692 2453
P2. Activités sur le VIH/SIDA au niveau national soutenues	- Participation aux conférences internationales et autres ateliers sur le VIH/SIDA	X	X	X	X	74500 - Conférences et réunions 75100 - F&A	14019 981
	- Participation aux ateliers du groupe thématique et du groupe de travail technique	X	X	X	X	74500 - Réunions 75100 - F&A	2300 161
Sous-programme suivi et évalué	- Production d'un journal trimestriel	X	X	X	X	72100 - Contrat de service 75100 - F&A	6987 489
	- Réalisation des documentaires				X	72100 - Contrat de service 75100 - F&A	8734 611
	- Evaluation à mi-parcours			X		71200 - Consultant International 71300 - Consultant national 75100 - F&A	11682 5786 1223
Divers		X	X	X	X	74500 - Divers 75100 - F&A	93458 6542
TOTAL							10 938 187

BUDGET 2007

Résultats attendus	Activités principales prévues	Chronogramme				Montant US\$
		T1	T2	T3	T4	
COMPOSANTE MICRO PROJETS						
P1. Comité de pilotage du sous-programme réduction de la pauvreté opérationnel	- Tenue des réunions du Comité de Pilotage	X		X		2528 177
P2. Personnels du sous-programme rémunérés	- Salaires du personnel				74500 – Réunions 75100 - F&A 71300 – Coordonnateur (International) 71300 – Expert Financier International 71300 – Expert National en Genre 71300 – Expert en micro projet (agronomie) 71300 – Expert en micro projet (Zootechnie) 71300 – Expert in micro projets (environnement et forêts) 71300 - Expert en suivi-évaluation 71300 – Consultants en VIH/SIDA 71400 – Assistant financier 71400 - Assistant administratif 71400 – Assistante Admin. (4) 61100 – Chauffeurs (6) 71500 - VNU Internationaux (4) 71500 - VNU Nationaux (12) 75100 - F&A	48336 32521 29011 29011 29011 29011 29011 29011 19419 16436 13253 31931 44977 112400 143244 43204
P3. Capacités institutionnelles, managériales et logistiques de l'équipe de coordination	Acquisition fournitures de bureau et frais de loyer	X	X	X	X	30187 38131 4782
	- Consommables	X	X	X	X	23429 1640
	- Achat carburant et entretien des véhicules	X	X	X	X	152645 10685

P4. Micro projets mis en place	- Appui au renforcement des capacités des promoteurs locaux par les partenaires locaux	X	X	X	X	74500 - Formations 75100 - F&A	602851
	- Mobilisation des ressources financières auprès des bailleurs pour le financement des micro projets	X	X	X	X	74500 - Réunions 75100 - F&A	42200 6224 436
	- Appui à la reformulation des micro projets éligibles	X	X	X	X	74500 - Reformulation / Projets 75100 - F&A	116196
	- Sélection des micro projets	X	X	X	X	74500 - Réunions 75100 - F&A	8134 6981
	- Diffusion des programmes de sensibilisation des communautés locales à la lutte contre la pauvreté, la promotion du genre et la lutte contre le VIH/SIDA	X	X	X	X	72100 - Contrat de service 75100 - F&A	489 20925 1465
	- Voyages d'échange d'expérience des promoteurs	X	X	X	X	74500 - Formation 75100 - F&A	59908 4194
	- Financement de 170 micro projets	X	X	X	X	72600 - Subventions 75100 - F&A	7 424 229 519696
	- Suivi de 170 micro projets	X	X	X	X	71600 - Missions 75100 - F&A	436720 30570
Composante Genre							
P1. Promotion socio-économique de la femme réalisée	- Renforcement des capacités des femmes en entrepreneuriat	X				72100 - Consultant National 74500 - Séminaires ateliers 75100 - F&A	4206 11579 1104
	- Renforcement des capacités techniques en formulation des projets éligibles au fonds PPTE					72100 - Consultant National 74500 - Séminaires ateliers 75100 - F&A	4206 14019 1275
	- Structuration des organisations de promotion de la femme et du genre en filière de production	X	X	X	X	71300 - Consultant national 74100 - Formations 74500 - Séminaires ateliers 75100 - F&A	4673 9346 7861 1531
	- Organisation des circuits de commercialisation des produits d'organisations regroupés en filières	X	X	X	X	71300 - Consultant national 74500 - Séminaires ateliers 75100 - F&A	9346 15842 1763
P2. Droits de la femme promus et protégés à la base	- Production et reproduction des textes juridiques	X	X	X	X	71300 - Consultant national 74100 - Production des rapports 75100 - F&A	14019 46729 4252
	- Vulgarisation des droits de la femme	X	X	X	X	74500 - Séminaires ateliers 75100 - F&A	31619 2213
	- Production et reproduction des textes, lois et conventions relatifs à la promotion de la femme	X	X	X	X	71300 - Consultant national 74100 - Production des rapports 75100 - F&A	14019 42652 3967

	Vulgarisation des textes, lois et conventions relatifs à la promotion de la femme	X	X	X	X	71300 - Consultant national 74100 - Formations 75100 - F&A	14019 36380 3559
	Renforcement des capacités des institutions et organisations à la base en maintreaming du genre		X			71300 - Consultant national 74100 - Formations 75100 - F&A	9436 23364 2290
	Sensibilisation des décideurs (élus locaux) et des leaders d'opinion sur la protection de la femme et le concept du genre	X	X	X	X	71300 - Consultant National 74500 - Séminaires ateliers 75100 - F&A	9436 25546 2442
Composante VIH/SIDA							
P1. Appui institutionnel dans le cadre de la lutte contre le VIH/SIDA réalisé	Appui aux activités de l'alliance	X	X	X	X	74500 - Réunions 75100 - F&A	40497 2835
	Appui au suivi-évaluation des activités de l'alliance	X	X	X	X	71300 - Consultants 71600 - Missions 74100 - Production des rapports 75100 - F&A	4673 23364 14019 2944
	Appui aux activités de la coordination des ONG et Associations				X	74500 - Séminaires / Conférences 75100 - F&A	16246 1137
P2. Activités sur le VIH/SIDA au niveau national soutenues	Participation aux conférences internationales et autres ateliers sur le VIH/SIDA	X	X	X	X	74500 - Conférences et réunions 75100 - F&A	9436 654
	Participation aux ateliers du groupe thématique et du groupe de travail technique	X	X	X	X	74500 - Réunions 75100 - F&A	2300 161
Sous-programme suivi et évalué	Production d'un journal trimestriel	X	X	X	X	72100 - Contrat de service 75100 - F&A	6989 489
	Réalisation des documentaires				X	72100 - Contrat de service 75100 - F&A	8736 611
	Organisation des séminaires d'échange d'expérience		X			74500 - Séminaires ateliers 75100 - F&A	8736 610
	Evaluation finale				X	71200 - Consultant International 71300 - Consultant national 75100 - F&A	11682 5787 1223
Divers		X	X	X	X	74500 - Divers 75100 - F&A	93458 6542
TOTAL							10 832 020

Annexe 1. Critères de conformité des initiatives devant bénéficier des appuis du Sous-Programme Réduction de la pauvreté à la base.

Le sous-programme de réduction de la pauvreté à la base apportera un appui aux communautés locales rurales, sous forme de subventions pour la réalisation des initiatives à la base à travers des micro projets qui intègrent fortement des considérations transversales genre et VIH/SIDA.

Trois axes prioritaires correspondant aux trois secteurs couverts par le sous-programme seront considérés dans la sélection des communautés ou institutions bénéficiaires:

1. Le secteur rural, avec un accent particulier sur l'appui aux activités génératrices des revenus, notamment le développement des filières agricoles, pastorales et halieutiques, la promotion des services agricoles, pastoraux et halieutiques, l'accès aux intrants agricoles et le renforcement des organisations de producteurs et des filières de production et de commercialisation, le petit commerce et la transformation des produits agricoles, pastorales et halieutiques;
2. Le secteur social, basé essentiellement sur la promotion de la femme et l'égalité du genre
3. Le secteur socio-sanitaire, concerné essentiellement par la lutte contre le VIH/SIDA à travers l'appui aux structures et institutions d'encadrement des PVVS et des orphelins du SIDA.

NB. Le sous-programme pourra financer les projets de recherche susceptibles de contribuer à l'amélioration des performances et de la productivité des initiatives à la base liées aux secteurs prioritaires ci-dessus.

Les critères d'éligibilité des bénéficiaires de l'appui du sous-programme seront de deux ordres:

- Profil et capacités institutionnelles des promoteurs
- Qualité technique des initiatives

Profils et capacités institutionnelles des promoteurs

- Etre une organisation du type communautaire formel (GIC, GIE, Comité de développement villageois, .) ou une ONG d'appui au développement ;
- Avoir des acquis sociaux justifiant sa capacité et son expérience à mener à bien le projet proposé ;
- L'appui devra venir en complément d'actions de développement communautaire en cours ou déjà mené par les postulants ;
- Etre situé géographiquement dans des localités classées comme étant les plus pauvres du pays (enquête ECAM II).

Qualité technique des initiatives

- Etre d'envergure communautaire ou ayant un nombre élevé de bénéficiaires directes touchant toutes les couches sociales (hommes, femmes, jeunes, handicapés, ...);
- Bien que communautaire, les initiatives devront encourager les micro réalisations à caractère individuel (passer par les communautés pour atteindre les individus);
- Etre compatible avec les axes prioritaires du sous-programme dans les secteurs mentionnés plus haut ;
- Etre en cohérence avec les plans locaux de développement s'ils existent, et en synergie avec des projets et programmes mis en oeuvre dans la zone ;

- Possibilité d'implication de plusieurs partenaires ;
- Intégrer gestion des ressources naturelles, rentabilité économique des activités mises en oeuvre et cohésion sociale (cas particulier des projets liés à l'environnement et aux ressources naturelles) ;
- Intégrer les composantes genre et VIH/SIDA de manière transversale ;
- Apports propres (matérielles, mains d'oeuvre, financière et technique) de toutes les populations bénéficiaires
- Valoriser les ressources et compétences endogènes.

N.B. les axes d'interventions du sous-programme peuvent être élargis pour couvrir d'autres domaines non mentionnés, si un bailleur de fonds en émet le souhait dans le cadre de sa contribution au financement du sous-programme.

ANNEXE 2: Termes de Références de l'équipe de gestion du Sous-Programme

Titre du poste : Conseiller Technique Principal (International)

Titre et Numéro du projet :

Durée : 38 mois

Lieu d'affectation : Yaoundé

1. Fonctions et responsabilités :

Sous la supervision et l'autorité du Représentant Résident du PNUD, le Conseiller Technique Principal sera chargé des fonctions générales d'administration, de coordination, de supervision et de suivi selon les exigences du sous programme. Ainsi, il sera chargé d'exécuter les tâches suivantes :

- a) Assurer la mise en œuvre générale du sous programme;
- b) Superviser l'élaboration de la stratégie d'exécution des activités du sous programme;
- c) Superviser les unités de développement des projets, de l'administration, des finances, du suivi évaluation, de la formation et Genre/VIH/SIDA;
- d) Superviser la mise en place des systèmes financier et administratif et garantir la conformité de ces systèmes avec les règles et les procédures de l'UNOPS en vigueur;
- e) Maintenir les relations avec tous les partenaires - les bailleurs de fonds, les partenaires gouvernementaux et les agences d'exécution du sous programme;
- f) S'assurer que les rapports périodiques des activités du sous programme sont rédigés et distribués à temps à tous les partenaires;
- g) Sous la supervision du Représentant Résident du PNUD, élaborer et mettre à jour une stratégie de mobilisation des ressources et des financements nécessaires pour la mise en place des micro projets;
- h) Organiser et faciliter les missions de visite de terrain pour les bailleurs de fonds et les autres partenaires;
- i) Procéder à l'évaluation du personnel du sous programme.

2. Qualifications requises :

- a) Avoir un diplôme de niveau "Master" en Economie de Développement;
- b) Avoir une expérience de 10 ans en gestion des projets et programmes de développement;
- c) Avoir une expérience confirmée en coopération avec les bailleurs de fonds (bilatéraux et multilatéraux);
- d) Avoir une bonne connaissance des méthodes de développement communautaire et d'approche participative;
- e) Avoir une aptitude de travail de terrain;
- f) Avoir une bonne connaissance des outils de base de la bureautique (traitement de texte et tableur) et de communication électronique (E-mail et internet);
- g) Avoir une expérience d'au moins cinq (05) ans avec le Système des Nations Unies;
- h) Bonne maîtrise du français et de l'anglais.

Titre du poste : Expert en suivi évaluation

Titre et Numéro du projet :

Durée : 36 mois

Lieu d'affectation : Yaoundé avec des déplacements à l'intérieur du pays

1. Fonctions et responsabilités :

Sous la supervision du Conseiller Technique Principal, l'expert en suivi évaluation assure les fonctions d'évaluation et de suivi des micro projets financés par le Sous Programme. Il contribue également à la mise en œuvre de la stratégie du Sous Programme et au plaidoyer et la mobilisation des ressources. Il doit exercer les tâches suivantes :

- a) Effectue le suivi des projets à travers des visites de terrain et contribue à la mise à jour des données globales d'avancement du Sous Programme;
- b) Conseille la coordination du Sous Programme, les cellules régionales et les différentes unités du Sous Programme sur les améliorations à apporter aux projets en cours d'exécution;
- c) Appui les partenaires d'exécution dans l'élaboration des stratégies de développement communautaires;
- d) Elaborer les contrats de partenariats avec les radios rurales dans le cadre de la sensibilisation des groupes cibles sur le Sous Programme et ses activités;
- e) Participe à l'élaboration des méthodologies d'évaluation des projets à mi-parcours et en fin de parcours et appui les consultants chargés de faire cette évaluation;
- f) Participe aux réunions du comité National de sélection des micro-projets;
- g) Analyse les tâches du bureau, définit et met en œuvre les critères et la stratégie de suivi et d'évaluation. Il s'assure que les différentes tâches de l'exécution sont mises en route;
- h) Assure le suivi financier des projets sur le terrain; il effectue des missions périodiques de contrôle et d'audit afin que les exigences financières du sous programme soient respectées;
- i) S'assure que le système de suivi évaluation mis en place est capable de fournir les rapports analytiques et détaillés incluant le suivi des indicateurs, l'évaluation des produits et la description des difficultés de réalisation et d'accomplissement des objectifs du sous programme. Un rapport spécifique par donateur sera effectué sur une base semestrielle. Il s'assurera également que les rapports de terrain sont adéquats et fournissent des éléments nécessaires;
- j) Organise les visites de terrain pour le PNUD, les bailleurs et toute autre mission intéressée par la bonne marche du sous programme;
- k) Participe à la mise en place d'une stratégie de communication et de marketing des activités du sous programme;
- l) Appui la direction du sous programme à l'élaboration d'une stratégie de mobilisation des ressources;
- m) Coordonne la production et la diffusion des rapports d'étape;
- n) Organise les rencontres semestrielles entre le sous programme et les partenaires;
- o) Participe, en cas de nécessité, aux réunions des cellules régionales;
- p) Participe aux réunions sectorielles inter-agences;

- q) Peut être appelé à superviser directement ou indirectement les activités de logistique et d'entretien du cadre physique;
- r) Exerce d'autres fonctions en rapport avec le Sous Programme, selon les besoins.

2. Qualification requise :

- i) Avoir un niveau minimal Bac + 4;
- j) Minimum de 6 ans d'expérience dans la conception et la réalisation des micro initiatives locales de développement;
- k) Avoir une expérience confirmée en suivi - évaluation des micro initiatives locales de développement;
- l) Avoir une bonne connaissance des méthodes de développement communautaire et d'approche participative;
- m) Avoir une aptitude confirmée de travail de terrain;
- n) Avoir une bonne connaissance des outils de base de la bureautique (traitement de texte et tableur) et de communication électronique (E-mail et internet);
- o) Avoir une expérience du système des Nations Unies constitue un atout
- p) Bonne maîtrise du français et de l'anglais.

Titre du poste : Expert (03) en développement des micro-projets :

Titre et Numéro du projet :

Durée : 38 mois

Lieu d'affectation : Yaoundé avec des déplacements à l'intérieur du pays

1. Fonctions et responsabilités :

Sous l'autorité et la supervision hiérarchique du Conseiller Technique Principal, les trois experts en développement des micro-projets et respectivement spécialistes en Agronomie, en Zootechnie et en Environnement auront à exécuter les tâches suivantes :

- a) Contribuer à la planification des tâches de leur unité et en définir les priorités;
- b) Contribuer à la stratégie de développement du sous programme;
- c) Analyser et reformuler, en cas de besoin, les dossiers de projets présentés au sous programme pour financement;
- d) Effectuer des missions de terrain dans le cadre de l'analyse des propositions de micro projets et, en collaboration avec les cellules régionales du sous programme, assure les contacts avec les bénéficiaires, les services techniques, les autorités locales et autres intervenants;
- e) Participer à l'identification des partenaires pour la mise en œuvre du sous programme;
- f) Analyse, lors de l'étude des propositions et des visites de terrain, la faisabilité des projets, leur aspect communautaire et social et leur pertinence dans le cadre de la lutte contre la pauvreté;
- g) Produire des rapports de visite de terrain et des rencontres avec les partenaires;
- h) Participer à l'organisation des rencontres avec les partenaires dans le cadre du processus de développement des projets;
- i) Participer aux missions de suivi des projets afin de tirer les leçons nécessaires à dupliquer;
- j) Contribuer aux activités de visibilité des activités du sous programme;
- k) Participer aux missions de visites d'échange d'expérience;
- l) Participer aux réunions de sélection des projets;
- m) Participer à l'élaboration des rapports périodiques;
- n) Exercer d'autres tâches en rapport avec le projet, selon les besoins.

2. Qualifications requises :

- a) Avoir un niveau minimal Bac + 4;
- b) Minimum de 6 ans d'expérience dans les domaines de d'élaboration et d'analyse des projets de développement communautaire, spécialement dans les domaines d'expertise requise (Agronomie, Zootechnie et Environnement);
- c) Avoir une expérience confirmée sur les méthodes de développement communautaire et d'approche participative;
- d) Avoir une aptitude confirmée de travail de terrain;
- e) Avoir une bonne connaissance des outils de base de la bureautique : traitement de texte et tableur;
- f) Avoir une expérience du Système des Nations Unies constitue un atout;
- g) Bonne maîtrise du français et de l'anglais.

Titre du poste : Expert en Genre

Titre et Numéro du projet :

Durée : 38 mois

Lieu d'affectation : Yaoundé avec les déplacements à l'intérieur du pays

1. Fonctions et responsabilités :

Sous la supervision du Conseiller Technique Principal, l'expert en Genre sera chargé tâches suivantes :

- a) Planifier les activités en rapport avec le genre dans le sous programme;
- b) Organiser et superviser les séances de sensibilisation des groupes cibles du sous programme sur le genre;
- c) En collaboration avec l'unité de développement des micro projets, s'assurer de la prise en compte de la question du genre dans l'appui aux micro initiatives locales de développement financées par le sous programme;
- d) Appuyer le sous programme dans la mobilisation des ressources devant être utilisées pour le développement du volet Genre;
- e) Contribuer à la visibilité des activités du sous programme, notamment dans le domaine du Genre, à travers les médias;
- f) Participer aux réunions du comité national de sélection;
- g) Assurer le dialogue avec tous les partenaires compétents en matière de genre ;
- h) Relayer dans le sous-programme les orientations du MINCOF en matière de genre ;
- i) Concevoir toutes les études nécessaires et en assurer le suivi et la validation
- j) Assurer la formation de tous les partenaires de terrain en évaluation de projet et étude de milieu selon le genre ;
- k) Produire le cadre méthodologique d'intervention selon l'approche genre ;
- l) Mobiliser tous les partenaires en vue d'un plaidoyer pour une meilleure prise en compte de l'approche genre dans les autres programmes et projets en cours d'exécution ;
- m) Exécuter toute autre tâche utile à la mise en œuvre des activités du sous programme.

2. Qualification requise

- a) Avoir un diplôme de niveau minimal Bac + 4 en sciences sociales, économie rurale ou en sciences de gestion;
- b) Avoir une expérience d'au moins 06 ans dans le domaine du genre;
- c) Avoir une expérience sur la mise en œuvre des projets de développement communautaires;
- d) Justifier d'une expérience de trois ans au moins dans le domaine de la supervision des projets genre ;
- e) Justifier d'une expérience en conduite d'études et de production des documents techniques de collecte de données selon le genre ;
- f) Avoir une expérience d'une structure nationale oeuvrant dans la promotion du genre et de l'équité sociale ;
- h) Avoir une bonne connaissance des outils de base de la bureautique : traitement de texte et tableur;
- i) Avoir une expérience du Système des Nations Unies constitue un atout;
- g) Bonne maîtrise du français et de l'anglais

Titre du poste : Expert financier (International)

Titre et Numéro du projet :

Durée : 38 mois

Lieu d'affectation : Yaoundé

1. Fonctions et responsabilités :

Sous l'autorité et la supervision hiérarchique du Conseiller Technique Principal, le chargé de l'Administration et des Finances aura essentiellement les tâches suivantes :

- a) Appuyer le sous programme dans la gestion de la logistique, les achats de biens et services, le paiement des factures et le contrôle budgétaire, ainsi que l'entretien du cadre physique
- b) Appuyer le sous programme dans la gestion du personnel et sa formation;
- c) Appuyer le sous programme dans l'effort de mobilisation des ressources;
- d) Participer à l'élaboration des rapports d'étapes et rapports de fin des projets soumis aux bailleurs de fonds;
- e) Assure le bon fonctionnement des systèmes de gestion financière des Trust Funds et des projets et met en place un système capable de fournir les rapports et détails exigés par le PNUD et par les donateurs et autres partenaires;
- f) Rédige les contrats de sous-traitance avec les partenaires;
- g) Responsable des commandes et de l'achat des équipements(véhicules, ordinateurs, mobilier, matériel de bureau,...);
- h) Prépare les demandes de paiement;
- i) Informe les partenaires des questions administratives, modalités et procédures de coopération avec le PNUD;
- j) Collabore avec les unités de suivi évaluation et de développement des projets et les appuis dans l'exécution de leurs tâches;
- k) Assiste le Conseiller Technique Principal sur les questions administratives.

2. Qualification requise :

- a) Avoir un niveau minimum de maîtrise en sciences de Gestion/Administration;
- b) Avoir une expérience d'au moins 6 ans en gestion et comptabilité;
- c) Avoir une bonne connaissance des outils de base de la bureautique (traitement de texte et tableur) et de communication électronique (usage de l'Internet et de l'E-mail);
- d) Avoir une expérience du Système des Nations Unies constitue un atout.

Titre du poste : Assistant Financier (National)

Titre et Numéro du projet :

Durée : 38 mois

Lieu d'affectation : Yaoundé

1. Fonctions et responsabilités :

Sous l'autorité du Conseiller Technique Principal et la supervision de l'Expert Financier International, l'Assistant financier sera chargé des tâches suivantes :

- l) Assister l'expert financier dans la gestion de la logistique, les achats de biens et services, le paiement des factures et le contrôle budgétaire,
- m) Appuyer le Sous Programme dans la gestion du personnel;
- n) Participer à l'élaboration des rapports d'étapes et rapports de fin des projets soumis aux bailleurs de fonds;
- o) Assure le bon fonctionnement des systèmes de gestion financière des Trust Funds et des projets et met en place un système capable de fournir les rapports et détails exigés par le PNUD et par les donateurs et autres partenaires;
- p) Contribuer à la rédaction des contrats de sous-traitance avec les partenaires;
- q) Assister dans les commandes et l'achat des équipements(véhicules, ordinateurs, mobilier, matériel de bureau,...);
- r) Préparer les demandes de paiement;
- s) Informer les partenaires des questions administratives, modalités et procédures de coopération avec le PNUD;
- t) Collaborer avec les unités de suivi évaluation et de développement des projets et les appui dans l'exécution de leurs tâches;

2. Qualification requise :

- e) Avoir un niveau minimum de maîtrise en sciences de Gestion/Administration;
- f) Avoir une expérience d'au moins 04 ans en gestion et comptabilité;
- g) Avoir une bonne connaissance des outils de base de la bureautique (traitement de texte et tableur) et de communication électronique (usage de l'Internet et de l'E-mail);
- h) Avoir une expérience du Système des Nations Unies constitue un atout.

Titre du poste : Assistant (e) administratif (ve)

Titre et Numéro du projet :

Durée : 38 mois

Lieu d'affectation : Yaoundé

1. Fonctions et responsabilités :

Sous l'autorité et la supervision du Conseiller Technique Principal, l'Assistant (e) administratif (ve) sera chargé des tâches suivantes :

- a) Assiste le Chargé de l'Administration dans la formation en gestion financière de l'équipe du sous programme;
- b) Assiste le Chargé de l'Administration et le Conseiller Technique Principal dans les contacts, la préparation et le traitement des dossiers en rapport avec les fournitures, la logistique générale et les voyages;
- c) Assiste le Chargé de l'Administration et le Conseiller Technique Principal dans le classement et la mise à jour des dossiers administratifs et médicaux du personnel du sous programme;
- d) Saisit et classe les correspondances administratives en rapport avec le Sous Programme;
- e) Envoie réceptionne les correspondances administratives;
- f) Guide et donne les orientations nécessaires aux différents visiteurs et autres partenaires sur l'équipe du sous programme;
- g) Gère la petite caisse pour les petites dépenses urgentes;
- h) Exécute toute autre activité en rapport avec le sous programme, sur demande du Chargé de l'Administration ou du Conseiller Technique Principal.

2. Qualification requise

- a) Avoir un diplôme de niveau BTS en techniques de gestion financière/Administration;
- i) Avoir une expérience d'au moins 5 ans en gestion financière et administration;
- j) Avoir une bonne connaissance des outils de base de la bureautique (traitement de texte et tableur) et de communication électronique (usage de l'Internet et de l'E-mail);
- b) Avoir une expérience du Système des Nations Unies constitue un atout.

Titre du poste : VNU international (04) chef de cellule régionale

Titre et Numéro du projet :

Durée : 36 mois

Lieu d'affectation : Cellules régionales

1. Fonctions et responsabilités :

Sous l'autorité et la supervision du Conseiller Technique Principal, le Chef de cellule régionale aura pour fonctions et responsabilités de:

- a) Planifier les tâches de la cellule d'affectation;
- b) Superviser les activités des VNUs nationaux;
- c) Faire connaître le sous programme dans la cellule d'affectations et informer, de manière exhaustive, les partenaires et les populations-cibles sur les objectifs et l'approche du sous programme;
- d) Collecter et analyser les demandes de financement provenant de la cellule régionale;
- e) En collaboration avec les VNUs nationaux affectés dans la cellule, faire la pré sélection des dossier des demandes de financement en se basant sur des critères pertinents relatifs aux objectifs du Sous Programme et les envoyer à l'unité de développement des micro projet;
- f) Reformuler les dossiers de demande de financement;
- g) Effectuer des missions de terrain dans la cellule d'affectation dans le cadre de l'analyse des propositions de micro projets et bien collaborer, pour cette tâche, avec les services techniques locaux, les autorités locales et autres intervenants;
- h) Identifier des partenaires locaux pour la mise en œuvre des activités des micro projets financés par le sous programme;
- i) En collaboration avec les partenaires locaux, faire des analyses de faisabilité des projets soumis à la cellule régionale;
- j) Superviser les projets financés, encadrer les bénéficiaires et les appuyer dans la programmation de leurs activités;
- k) Participer aux réunions du comité national de sélection en cas de besoin;
- l) Produire des rapports de visite de terrain et des rencontres avec les partenaires;
- m) Participer aux missions de visites d'échange d'expérience;
- n) Elaborer les rapports trimestriels et les soumettre à l'unité de suivi évaluation et à la coordination du sous programme;
- o) Promouvoir les activités de visibilité du sous programme.

2. Qualification requise

- a) Avoir un niveau minimal Bac + 5 dans le domaine de compétence;
- b) Minimum de 06 ans d'expérience dans les domaines de d'élaboration et d'analyse des projets de développement communautaire;
- c) Avoir une expérience confirmée en développement communautaire;
- d) Avoir une aptitude confirmée de travail de terrain;
- e) Avoir une bonne connaissance des outils de base de la bureautique : traitement de texte et tableur;
- f) Avoir une expérience du Système des Nations Unies constitue un atout;
- g) Bonne maîtrise du français et de l'anglais.

Titre du poste : VNU national (12)
Titre et Numéro du projet :
Durée : 36 mois
Lieu d'affectation : Cellules régionales

1. Fonctions et responsabilités :

Sous la supervision directe du VNU international chef de cellule, trois VNU nationaux seront affectés dans chaque cellule devront avoir l'expérience sur les micro projets et seront respectivement spécialisés en Agronomie, en Zootechnie et en Environnement. Ils auront à exécuter les tâches suivantes :

- a) Contribuer à la planification des tâches de la cellule d'affectation;
- b) Faire connaître le sous programme dans la cellule d'affectations et informer, de manière exhaustive, les partenaires et les populations cibles sur les objectifs et l'approche du sous programme;
- c) Collecter et analyser les demandes de financement issues de la cellule régionale d'affectation;
- d) En collaboration avec le VNUs international chef de cellule, faire la présélection des dossiers des demandes de financement;
- e) Contribuer à la reformulation des demandes de financement;
- f) Effectuer des missions de terrain dans la cellule d'affectation dans le cadre de l'analyse des propositions de micro projets tout en collaborant avec les partenaires locaux;
- g) Contribuer à la création du partenariat au niveau local pour la mise en œuvre des activités des micro projets financés par le sous programme;
- h) En collaboration avec le VNU international chef de cellule et les partenaires locaux, faire des analyses de faisabilité des projets soumis à la cellule régionale pour financement;
- i) Superviser les projets financés, encadrer les bénéficiaires et les appuyer dans la programmation de leurs activités;
- j) Produire des rapports de visite de terrain et des rencontres avec les partenaires;
- k) Participer aux missions de visites d'échange d'expérience;
- l) Elaborer les rapports trimestriels d'activités;
- m) Contribuer à la visibilité des activités du sous programme.

2. Qualification requise

- a) Avoir un niveau minimal Bac + 4 dans le domaine de compétence;
- b) Minimum de 05 ans d'expérience dans les domaines de d'élaboration et d'analyse des projets de développement communautaire, spécialement dans les domaines d'expertise requise (Agronomie, Zootechnie et Environnement);
- c) Avoir une expérience confirmée en développement communautaire;
- d) Avoir une aptitude confirmée de travail de terrain;
- e) Avoir une bonne connaissance des outils de base de la bureautique : traitement de texte et tableur;
- f) Avoir une expérience du Système des Nations Unies constitue un atout;
- g) Bonne maîtrise du français et de l'anglais.